L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE JEUDI 23 MAI 1974 N° 231

OUVRE DONC LES YEUX, CAMARADE !

« Messieurs les opportunistes et, dans ce nombre, les kautskistes, tournant en dérision la doctrine de Marx, « enseignent » au peuple : le prolétariat doit, d'abord, gagner la majorité par le suffrage universel, recevoir ensuite par le vote de cette majorité, le pouvoir d'Etat, et, après seulement, sur cette base de la démocratie « conséquente » (d'aucuns disent : « pure »), organiser le socialisme.

» Mais nous, forts de la doctrine de Marx et de l'expérience de la révolution russe, nous disons :

» Le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir pour lui-même **le pouvoir d'Etat, et, ensuite, utiliser ce pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, comme l'instrument de sa classe afin de gagner les sympathies de la majorité des travailleurs. »**

LENINE

VENDREDI 24 MAI — 20 H — MUTUALITE — (SALLE B)

MEETING DE SOLIDARITÉ AUX LUTTES DU PEUPLE BRÉSILIEN

A l'initiative de : C.I.L.A. - Frères du Monde - A.G.E.G.

Avec le soutien de : G.R. - H.R. - M.N.S.P.I. - U.C.F. (m.-l.)

Prendront la parole :
- Jean GARDONNEL
- Alain LABROUSSE
- Alain GEISMAR
- Bernard LAMBERT
- Suzanne MARTY

SAMEDI 18 MAI

Agression contre le C.I.L.A. par un commando sioniste

probablement envoyé par la C.I.A.

(article p. 5)

LE SCRUTIN DU 19 MAI

Nouvelle journée de dupes

« Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. »

LENINE (tome 19, page 18)

Une force politique nouvelle : l'abstention

L'ensemble des politiciens, journalistes et autres commentateurs de « **droite** » et de « **gauche** » proclament à l'unisson que « **le plus faible taux d'abstention enregistré** » constitue un grand succès de la « **démocratie** ». Mais, en général, ils n'en publient que le pourcentage (12,23 %), s'abstenant d'indiquer le nombre exact des électeurs inscrits qui ne se sont pas rendus aux urnes. Pourquoi ? Parce que ce nombre reste significatif du refus des urnes du mensonge, des urnes de la bourgeoisie.

Au premier tour, 4 827 209 électeurs n'ont pas voté. Au second tour, 3 678 570 ont persisté dans l'abstention. Cela représente une masse importante qui ne manque pas d'inquiéter les partis et politiciens de la bourgeoisie.

Il est certain que subsistent dans cette masse des abstentionnistes apolitiques. Mais les temps ont changé depuis l'époque où les campagnes électorales les plus actives pouvaient ne pas atteindre les gens qui ne s'y intéressaient pas.

Aujourd'hui « s'abstenir » est devenu beaucoup plus politique et délibéré. En effet les moyens d'information modernes, la télévision en particulier, exercent une pression constante et considérable. Les campagnes électorales touchent inévitablement tout le monde et sollicitent avec une force accrue la « **participation** » effective de chaque téléspectateur.

Au surplus les débauches d'affiches et de tracts atteignent des proportions inégalées, des milliards de francs lourds leur sont consacrés.

Il importe donc de reconsidérer la signification et la portée des abstentions, en tenant compte de ces conditions nouvelles. Face à ces pressions extraordinaires, l'abstention prend une signification politique certaine.

D'ailleurs le pouvoir bourgeois lui-même en est parfaitement conscient et déjà son organisme semi-officiel, le « **Centre d'action civique** » fait campagne en faveur du « **vote obligatoire** ».

En dépit des cris de victoires des uns et des autres, une réalité nouvelle est apparue : attitude non sans efficacité, utilisée par les marxistes-léninistes pour lutter dans des conditions difficiles et provisoirement « **à contre-courant** », **l'abstention** n'en est qu'au début de ses effets, de ses manifestations. Demain sa portée politique s'affirmera, dans le cadre de la lutte de classe menée par le prolétariat et les masses populaires révolutionnaires pour abattre les illusions électoralistes perpétuées par les dirigeants révisionnistes et réformistes, agents de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs des travailleurs.

Une nouvelle forme de la démocratie pourra triompher avec la dictature du prolétariat : la **démocratie prolétarienne, « un million de fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise »** (Lénine). Mais pour cela de grandes luttes sont encore nécessaires, des sacrifices, du courage, de la persévérance, de la perspicacité pour arracher les masses de notre pays au viol permanent dont elles sont victimes de la part des organes idéologiques et politiques de la bourgeoisie (moyens d'information et de pression ; radio ; télévision ; presse ; publicité ; art et culture...).

A bas la démocratie bourgeoise, mystification du peuple !

Vive la démocratie prolétarienne, expression d'un peuple libre et non « conditionné » !

J.J.

CEUX QUI NONT PAS VOTE

Approximativement **9 à 10 millions** se répartissant ainsi :

— **Abstentionnistes** : 3 678 570.

— **Non inscrits sur les listes électorales** : des centaines de milliers, peut-être plus d'un million.

— **Jeunes de plus de dix-huit ans** : plus d'un million, peut-être même 2 millions.

— **Travailleurs immigrés** (1) : de l'ordre de 3 millions.

— **Bulletins nuls** (ont voté en refusant Giscard comme Mitterand) : 351 933.

(1) Naurellement nous ne revendiquons pas du tout le « **droit de vote** » pour nos frères immigrés. Ils n'en veulent pas et sont légitimement attatchés à leur nationalité d'origine. Mais en leur qualité de travailleurs en France, nous exigeons pour eux qu'ils puissent faire entendre leurs voix à l'égal des ouvriers français, et sous des formes leur convenant. Le travail crée des droits souverains.

Pour mieux tromper le peuple

A la même heure, ou presque, quand furent connus les résultats de ce scrutin présidentiel, les deux candidats ont employé les mêmes mots, ont lancé les mêmes promesses à leurs troupes respectives, pour tenter, l'un comme l'autre, de perpétuer la mystification de la bourgeoisie.

« *Une ère nouvelle pour la politique française* », a annoncé Valéry Giscard d'Estaing.

Comme un écho, Mitterrand a répondu : « *La saison NOUVELLE a déjà commencé* ».

Si l'on n'oublie que la campagne de Chaban-Delmas au premier tour se fit sur son programme de « *société NOUVELLE* », on constate que tous ces politiciens bourgeois ont tenté de répondre démagogiquement à la profonde volonté de changement désiré par le peuple.

Mais quels changements profonds, réels et durables pourront intervenir sans que soient brisées les structures du système capitaliste ?

Du vent... de la fumée... de la poudre aux yeux... et du cinéma. Voilà tout ce que ces hommes du grand capital apporteront à ceux qu'ils sont chargés de maintenir en exploitation forcenée, sous la botte oppressive de la classe bourgeoise.

La France coupée en deux ? Oui, mais...

Tout en se démasquant de plus en plus comme désormais dans l'orbite de la bourgeoisie dite « de gauche », « *Libération* » *titre :* « Giscard président. La France en deux. Les rats : à la soupe ! ».

Il y a ici, au moins implicite, une première mystification. « *Libération* », *dans un éditorial on ne peut plus* « lèche-botte » *vis-à-vis des prétendus vaincus, omet tout simplement de souligner que* « les rats » *se seraient précipités de même façon* « à la soupe », *si Mitterrand avait été vainqueur. Ces rats-là, y compris certains journalistes du quotidien de Jean-Paul Sartre, n'y étaient-ils pas, déjà, à cette soupe depuis le début de la campagne électorale ? Mais c'est dans* « la France en deux », *que ce journal prétendu d'extrême-gauche, mais contre-révolutionnaire en réalité, tente de jouer le rôle qui lui est dévolu pour tromper les ouvriers les plus avancés et autres militants révolutionnaires.*

Car la France n'est pas coupée entre les partisans de Giscard d'Estaing et de Mitterrand. Ça, c'est du cinéma. Les deux candidats eux-mêmes se sont d'ailleurs empressés, compères, de proclamer à qui mieux mieux le contraire. Et Marchais comme Séguy jouent le même jeu en appelant « au calme » *et* « à la négociation » *sans nul rapport de force favorable aux travailleurs dans les usines.*

Cependant la France est bien « coupée en deux », *et cela ne date pas du 19 mai 1974, mais depuis bien plus longtemps : d'un côté le prolétariat et la masse des opprimés et exploités, de l'autre côté la bourgeoisie capitaliste avec tous ses laquais, réactionnaires avoués, socialistes aux traditions anti-ouvrières bien établies et dirigeants révisionnistes prétendus* « communistes », *mais en vérité traitres et renégats du marxisme et du léninisme. Avec, faut-il l'ajouter, une nouvelle recrue :* « *Libération* » (1).

(1) A noter que quelques rédacteurs de ce journal et J.-P. Sartre ont appelé à l'abstention, mais sont restés incapables de faire prévaloir leur juste position dans ses colonnes.

Séguy toujours maréchal des pompiers

Dans sa déclaration publique, le secrétaire confédéral de la C.G.T., membre du Bureau politique du P.R.M. (Parti des révisionnistes modernes ou Parti du ramassis de Mitterrand ?), s'est empressé de plastronner dans le bel uniforme qu'il s'est fait tailler sur mesures à Grenelle en 1968 :

« Comme elle l'était avant l'annonce de l'élection présidentielle, la C.G.T. reste prête à résoudre avec les pouvoirs publics et le patronat les revendications sociales essentielles », *a-t-il dit.*

Ajoutant mielleusement, avec un clin d'œil à ses maîtres :

« Ou bien le gouvernement et le C.N.P.F. accepteront les solutions négociées que nous avons toujours proposées, ou bien l'action syndicale les y contraindra ».

A-t-on déjà vu Séguy « contraindre » *la bourgeoisie à quelque défaite réelle ? Allons-donc, cet uniforme qu'il porte si bien depuis* 1968, *un peu comme un clown grotesque, c'est celui de* « Maréchal des pompiers ». *Pour éteindre les grèves et refroidir la volonté de lutte de classes des travailleurs.*

Mais l'accoutrement de Georges-la-collaboration-de-classes n'est-il pas désormais élimé et usé, et son masque ne risque-t-il pas de lui être bientôt arraché par la classe ouvrière ?

En 1917, *il ne fallut que quelques mois aux bolcheviks pour démasquer les mencheviks, Marchais et Séguy de l'époque.*

Alors ?... si les marxistes-léninistes travaillent avec patience, persévérance et discernement, l'heure ne tardera plus désormais pour que militants de base honnêtes et sincères de la C.G.T., unis à la masse des autres travailleurs, rejettent la « collaboration de classe » *et imposent la* « lutte de classe, classe ouvrière contre classe bourgeoise ».

Que tous ceux qui ont voté « pour que ça change » *se le disent !*

N'attendons pas, dans sept années, une nouvelle farce électorale !

Comptons sur nous-mêmes, avant toute chose, et tout de suite.

Marchais sous son véritable visage

Dimanche soir, interviewé sur différentes antennes, le secrétaire général du Parti qui n'a plus de « *communiste* » que le nom, a eu pour souci principal d'appeler « *au calme* ». A l'endroit des militants de son Parti et de ceux, trompés, qui le suivent encore, il a lancé ces mots « *Pas de manifestations intempestives !* ».

Un « *rat à la soupe* » ? Oui... à la soupe de la bourgeoisie capitaliste.

Krivine et Laguiller « déçus »

Piètres déclarations que celles des complices trotskistes de « *l'Union de la gauche* ». Krivine (oh, le vilain score qui n'a pas récompensé ses fébriles efforts au premier tour !) a lancé un appel solennel pour que, « *la déception passée* », le mouvement de masse balaye ce gouvernement de patrons et de banquiers et s'engage dans la voie du socialisme. Bavard, va ! Comme si la classe ouvrière allait écouter, comme cela, après qu'il ait si activement contribué à la mystifier, ce petit roquet à la solde de Mitterrand !

Quant à Gribouille — oh, pardon ! nous voulons dire Arlette Laguiller, cette jeune ouvrière... des banques, militante syndicaliste de la Confédération syndicale d'Irving Brown (Force ouvrière) —, elle se prend pour Mme de Lapalisse : « SI les travailleurs immigrés et SI les jeunes de dix-huit ans et plus avaient eu le droit de vote, le résultat aurait été différent », déclare-t-elle de sa voix pleurnicharde.

Oui, comme disait ma grand-mère, « *avec des SI on mettrait Paris dans une bouteille !* ». Mais le capitalisme... ce n'est ni avec des SI, ni avec des bulletins de vote qu'on le détruira ! Non, Arlette Gribouille ?

Des rats à la soupe de Mitterrand

A ne pas oublier, car ces rats-ci se proclament « **Rrrévolutionnaires** » et certains d'entre eux abusent fréquemment du titre usurpé de « **marxistes-léninistes** » :

— Jean EDERN-HALLIER (l'Idiot international)

— Philippe SOLLERS (à toutes les soupes et à toutes les sauces)

— Colette MAGNY (la vedette de « Front rouge »)

— Simone de BEAUVOIR (girouette existentialiste).

Editorial

L'élection de Giscard d'Estaing à la tête de l'Etat du capital monopoleur français vient d'illustrer une nouvelle fois le caractère mystificateur des élections bourgeoises et surtout la nature antimarxiste, antiléniniste de la ligne politique développée et propagée par les dirigeants révisionnistes du PCF. Celle-ci a pour but de maintenir le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie, de le contenir dans une soumission totale aux règlements fixés par la bourgeoisie pour le fonctionnement de SA démocratie. En prétendant faire combattre la classe ouvrière et les masses travailleuses sur le terrain électoral voulu par la classe exploiteuse, les dirigeants renégats au communisme amènent le peuple travailleur à la défaite à « tous coups ». Ce n'est pas pas l'éditorial d'E. Fajon dans « l'Humanité » blanche du 20 mai qui y changera quelque chose : la masse des électeurs populaires qui, trompés par les consignes des dirigeants du PCF sont allés donner leur voix à F. Mitterrand ont bien pris la victoire de Giscard d'Estaing comme un échec et G. Marchais aura du mal à s'en expliquer devant sa base : quelques pirouettes n'y suffiront pas.

Pour nous, nous distinguons nettement les victimes de l'escroquerie et les escrocs. Ces derniers ont consciemment renié la défense des intérêts révolutionnaires du prolétariat et travaillent activement pour la bourgeoisie. Car c'est un enseignement fondamental de Marx et de Lénine, qui eux-mêmes ont fait le bilan de l'expérience du mouvement ouvrier, que les élections, tant que le système capitaliste et ses institutions demeurent, ne peuvent être autre chose qu'un moyen de tromper le peuple en lui donnant l'illusion de choisir ses gouvernants. En réalité ceux-ci sont toujours choisis par la classe dominante, qu'ils soient de droite ou qu'ils soient de gauche. On peut ajouter à cela qu'en général dans notre pays la bourgeoisie a recours à la « gauche » lorsque le mouvement révolutionnaire des masses se développe non pas pour aller au devant des revendications des travailleurs mais pour limiter la portée même de leurs exigences. Ces leçons de l'Histoire, précisément les Marchais, Séguy et compagnie, les ont jetées aux orties. Tout comme leurs prédécesseurs les Bernstein, Kautsky et autres stigmatisés par Lénine, ils ont comme principe directeur suivant l'expression de Kautsky de « remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au devant des besoins du prolétariat ». Lénine dénonçait cela comme l'opportunisme le plus plat et ajoutait : « **Quant à nous, nous romprons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé DEVIENNE lui-même le GOUVERNEMENT.** » (« L'Etat et la Révolution »)

Il est vrai que pour ces messieurs de la direction du PCF, Lénine est périmé tout comme Marx. Car Marx et Lénine n'avaient pas prévu que dans une société capitaliste dotée d'une appareil répressif inégalé le « passage pacifique » serait possible. D'élections en élections la classe ouvrière perçoit chaque fois mieux la portée contre-révolutionnaire de cette thèse et elle ne prend nullement les chants de triomphe de « l'Humanité » blanche au lendemain des scrutins pour des gages du succès : car à quel ouvrier avancé échappe-t-il alors que l'organe central révisionniste est plus proche d'un journal sportif chauvin le lendemain d'une défaite de l'équipe nationale de football que d'un porte-parole du prolétariat révolutionnaire ? C'est que pour « l'Humanité » blanche la lutte de classe c'est la compétition « loyale » avec la réaction. Avec plus d'efforts « on gagnera ». Cette logique propre au « crétinisme électoraliste » a ainsi au cours de la campagne, amené Georges Marchais tour à tour à oublier SON « Programme commun », à se prosterner devant les réactionnaires gaullistes, à marchander des ministères qu'il n'avait pas, à promettre la paix sociale, etc., bref à tout faire pour gagner la grande bourgeoisie capitaliste à François Mitterrand. Cette agitation désordonnée du premier secrétaire du parti révisionniste ne lui aura pas épargné la défaite. Aujourd'hui vient l'heure des comptes.

La division qui a marqué la bourgeoisie capitaliste quant au choix du candidat ne doit pas être sous-estimée. Si Mitterrand a « failli » être élu c'est bien parce que certains milieux dirigeants misent dès maintenant sur la « paix sociale » que Giscard d'Estaing ne peut assurer. Le fait que Mitterrand soit maintenant le leader incontesté de l'« opposition » grâce aux efforts de G. Marchais ne doit pas être négligé. Pour l'avenir la bourgeoisie dispose maintenant d'un chef « en réserve de la République » qui ne manquera pas à l'occasion d'utiliser l'« autorité » de ses suffrages pour prêter main forte au président en place. D'ores et déjà il s'est empressé de condamner les manifestations de rue.

Face à tout cela où en sont les forces du prolétariat révolutionnaire ? Si dans les colonies appelées DOM-TOM l'abstention a été forte et a marqué la volonté d'indépendance nationale des peuples frères de ces pays, en France les illusions électoralistes ainsique nous le prévoyons se sont révélées puissantes. Le résultat du scrutin de ce point de vue a été salué largement par R. Marcellin et d'autres chefs de file de la réaction. Car tous craignent comme la peste un refus populaire des urnes truquées. Truquées parce que les travailleurs immigrés au nombre de 3 500 000 n'ont pas la parole, truquées parce que les jeunes travailleurs de moins de vingt et un ans ne votent pas, truquées fondamentalement parce que la pression idéologique de la bourgeoisie est dominante.

Tous ces faits doivent encourager les authentiques communistes que sont les marxistes-léninistes à poursuivre et à intensifier la lutte idéologique contre le révisionnisme moderne, forme de l'idéologie bourgeoise dans les rangs ouvriers. Cette idéologie, on en a constaté l'influence néfaste ces dernières semaines d'autant qu'elle est multiforme puisqu'elle représente aussi une forme pseudo-révolutionnaire ou ultra-gauchiste. N'a-t-on pas vu les nombreux porte-parole de l'ultra-gauche se rallier à l'électoralisme et à Mitterrand., l'anarchiste Cohn Bendit lui-même a jugé essentiel de signer un éditorial intitulé : « Abstention, piège à cons » (« Libération »). Nous aurons ainsi vu comment trotskystes, ultra-gauchistes et révisionnistes mènent un même combat contre-révolutionnaire. La lutte idéologique et politique que les marxistes-léninistes ont développée au cours de la campagne électorale doit être poursuivie ; la lutte contre la mystification de la « voie pacifique », contre l'électoralisme, contre Mitterrand n'est pas finie.

Cette bataille indispensable est une condition de la préparation de la révolution prolétarienne qui seule sera en mesure de balayer les Giscard et les Mitterrand en commençant par briser totalement l'Etat de leur classe, en supprimant les institutions bourgeoises et en écartant la classe des exploiteurs du droit à la parole, alors et alors seulement des élections sur une base nouvelle auront un sens : elles permettront de désigner partout des représentants du peuple révolutionnaire étroitement contrôlés par lui et chargés d'appliquer ses décisions.

Soutien des monopoles capitalistes internationaux à Mitterrand

Dès avant le second tour de scrutin, Mitterrand avait reçu publiquement l'appui de grands capitalistes qui étaient sûrs sans doute de n'avoir rien à craindre du succès du candidat de « gauche » : M. Trigano, d'abord, industriel bien connu et fondateur du célèbre Club Méditerranée, M. Alphandéry, ensuite, qui est le P.D.G. de la Banque de la construction et des travaux publics, d'autres serviteurs zélés des monopoles, enfin, sur lesquels il convient de s'arrêter : M. Jérôme Seydoux, P.D.G. de la Compagnie des Compteurs — filiale de la firme multinationale Schlumberger limited — et M. Michel Gouilloud, P.D.G. d'une autre filiale de Schlumberger.

A qui fera-t-on croire que de grands patrons, à un niveau de responsabilités aussi élevé, puissent apporter leur appui à Mitterrand sans être autorisés, sans être mandatés, *par leurs maîtres, les actionnaires multimilliardaires qui gagnent des sommes fabuleuses en exploitant les travailleurs.*

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un tel soutien provient d'une firme « multinationale », c'est-à-dire d'un monopole international, dont plus de la moitié des actions, dans le cas présent, sont détenues aux U.S.A.

Seydoux, P.D.G. de la Compagnie des Compteurs a expliqué que la-gauche-au-pouvoir ne l'inquiétait nullement car il était « sur que Mitterrand n'appliquerait pas — nous dirions : n'appliquerait même pas *— le Programme commun ». M. Seydoux doit avoir ses raisons pour être si sûr de lui. M. Seydoux doit être bien informé. Il sait que les intérêts de la société capitaliste qu'il dirige ne seront pas menacés. Or, qu'est-ce que la Compagnie des Compteurs ?*

La Compagnie des Compteurs exploite plus de neuf mille travailleurs dans sept usines en France, notamment à Montrouge. Elle contrôle douze filiales industrielles en France et sept autres à l'étranger. Elle a en outre des intérêts dans huit sociétés capitalistes françaises et étrangères.

Selon les économistes révisionnistes eux-mêmes, la Compagnie des Compteurs, qui a des liens très étroits avec la C.S.F., est dominée par la Banque de Paris et des Pays-Bas dont elle est devenue un simple rouage dans les années 1960. Seconde entreprise capitaliste de la banlieue sud de Paris, la Compagnie des Compteurs est le type même de l'entreprise forte et ancienne qui renforce sans cesse son appartenance au capital monopoliste. Nos auteurs révisionnistes ajoutent — ce que nous croyons sans peine :

« De tous temps, la direction de la Compagnie des Compteurs a étudié de près les moyens de limiter les salaires au minimum compatible avec la nécessité pour elle de se procurer la main-d'œuvre qui lui est nécessaire. »

Voilà, camarades travailleurs, une situation à laquelle vous ne vous attendiez sûrement pas : un monopole capitaliste « de gauche », un monopole capitaliste favorable au Programme commun. Il n'y a pourtant rien de surprenant à cela. Le Programme commun est un programme bourgeois, Mitterrand était un des candidats de la bourgeoisie !

Prolétariat n° 5 est en vente

L'exemplaire : 7 F.

Passez vos commandes à
70 rue de Belleville, 75020 PARIS

E - 100

Les Editions du Centenaire

viennent d'ouvrir

une nouvelle librairie

LA FORCE DU LIVRE
33 rue Leynaud - LYON

DIMANCHE 27 MAI

DERNIERE JOURNEE DE L'EXPOSITION SUR STALINE

A LA LIBRAIRIE
« LES HERBES SAUVAGES »
70 rue de Belleville - Paris 20

Manifestation du 7 mai.

BLINDEX (Marseille)

Première victoire

Comme nous vous l'avions annoncé les négociations ont repris le lundi 13 mai. Il y a été convenu ce qui suit :

1. Il sera accordé quinze minutes de douche payées, comprises dans le temps de travail.

2. Il sera accordé trente minutes d'arrêt payées pour les salariés travaillant en équipe huit heures consécutives.

3. Il est instauré une prime pour travaux nocifs calculée sur la base de 10 % du taux de l'OP2 (sont exclus de cette prime le service emballage et les ateliers de mécanique d'entretien).

4. Il sera procédé, dès la reprise du travail, aux élections de délégués du personnel et du comité d'entreprise.

5. Une augmentation, non hiérarchisée de 0,50 F de l'heure sera accordée pour l'ensemble du personnel.

Par ailleurs il n'y aura aucun salaire horaire inférieur à 6,50 F (taux de base) lors de la reprise du travail.

La direction est d'accord pour étudier une progression de salaire envisagée dans les deux actes suivants :

a) Maintien du pouvoir d'achat en fonction de l'indice des prix (INSEE).

b) Progression du pouvoir d'achat à étudier selon un indice accepté par les partenaires sociaux.

La direction accepte de recevoir les syndicats le 1er octobre 1974 pour procéder à l'examen des salaires dans les deux actes indiqués ci-dessus.

6. L'établissement d'une grille de classifications dans l'entreprise, paritairement avec les délégués du personnel, avant le 1er octobre 1974.

7. La direction s'engage à faire respecter par son personnel d'encadrement la dignité des travailleurs quelles que soient leur nationalité ou leur origine.

8. L'organigramme du personnel d'encadrement sera affiché au tableau de la direction.

9. **Reprise de l'ensemble du personnel,** toutefois la direction se réserve la possibilité de poursuivre toute action judiciaire à l'encontre des salariés grévistes qui se seraient signalés par des actions extra-légales concomittantes à la grève. (Alors que seule la direction a commis des agressions contre les grévistes.)

— Ceci constitue un premier pas positif dans la lutte à Blindex où rien n'avait jamais pu être obtenu.

Néanmoins les travailleurs ne se sucent pas le doigt et restent vigilants et le travail a repris échelonné sur trois jours car le patron avait peur d'une occupation des locaux, d'autres problèmes demeurant !

— Pourquoi les femmes n'ont-elles pas la pause en même temps que les hommes alors que leur travail est complémentaire, sinon pour tenter de les diviser une fois de plus ?

— Pourquoi la suppression des quarts ?

— Pour quand une protection efficace contre la maladie du plomb ?

— Pourquoi deux ouvriers embauchés à la rentrée ont-ils été forcés d'accepter la carte du syndicat jaune FO ?

— Que se passera-t-il quand les contrats de travail des immigrés arriveront à leur terme ?

Autant de questions auxquelles les ouvriers et ouvrières de Blindex connaissent déjà la réponse car ils savent que ce que le patron a lâché d'une main il tentera toujours de le reprendre de l'autre et qu'il n'est pas à un coup bas près.

Mais ils savent aussi que seule la lutte classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste paye et c'est pourquoi unis, Français et immigrés, s'organisent de plus en plus pour être prêts à toute éventualité.

— Samedi 18 mai au cours d'un gala de solidarité donné dans les quartiers nord de Marseille ils ont rencontré les travailleurs de Pennaroya qui ont déjà une expérience dans le domaine de la lutte pour leur santé.

Les ouvriers de Blindex ont décrit en détail leur usine et leurs conditions de travail désastreuses.

— Pas de ventilation. Un des ouvriers déclare : « Les seuls aspirateurs de l'usine c'est nous. »

— Un autre : « J'ai fait trois mois de maladie dont un à l'hôpital ; au retour on m'a mis au même poste. »

— Un autre : « On nous donnait des gants pour faire la vaisselle alors que les plaques font 150°. »

— Un autre : « Pendant trois mois je suis resté sans gants. »

— Un autre : « La loi reconnait la maladie (de saturnisme) quand l'ouvrier a un rein atteint, c'est-à-dire quand il est trop tard, alors qu'il existe des moyens de détection rapide « le taux d'Ala » mais cette analyse ne peut être faite à Marseille. La loi n'oblige à rien puisqu'elle laisse le médecin du travail libre de juger s'il veut faire ou non les analyses. »

C'est la loi du patron c'est pourquoi il faut que nous imposions la prévention, tous ensemble car nous sommes tous exposés. Le saturnisme s'attrape en mangeant et en respirant alors n'acceptons plus que le patron ose dire « que si les ouvriers sont malades c'est qu'ils sont sales ».

— Un dernier enfin : « Avant la grève on ne pouvait pas parler, si j'avais besoin d'un masque je n'osais pas le demander car je me serais fait jeter par le patron. Aujourd'hui c'est différent nous pourrons demander et exiger lunettes, gants et masques. »

Cette réflexion de ce camarade nous montre que quelque chose a changé et les ouvriers de Blindex qui ont repris le travail au chant de l'internationale nous montrent aussi que la lutte continue.

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

Classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste !

Une seule solution : la révolution prolétarienne !

Correspondant « H.R. »
Le 19 mai 1974

Les oubliés du débat électoral

Au cours de la campagne électorale, des promesses de toutes sortes afin de se gagner les électorats les plus divers ont été faites, l'essentiel étant le gain de voix nécessaire à obtenir pour l'emporter. C'est pourquoi personne ne s'est préoccupé du sort de nos frères immigrés qui eux, ne votent pas. Jamais comme durant cette période, les travailleurs immigrés n'auront autant senti la trahison ou le mépris des politicards bourgeois, qu'ils soient de " droite " ou de " gauche ". Jamais ils n'auront autant saisi concrètement l'importance, pour leur combat, de l'unité à la base avec les travailleurs français, leurs frères de classe.

En ce qui nous concerne, marxistes-léninistes, nous devons reconnaître que nous n'avons pas non plus ouvert suffisamment nos colonnes aux travailleurs immigrés, exception faite par exemple du rappel de nos positions de principe à l'égard de la candidature du représentant du " Front des mouvements de travailleurs immigrés " dans le discours qu'a prononcé notre camarade Jacques Jurquet à notre meeting du 30 avril à Paris.

Aussi publions-nous le texte ci-dessous, extrait de l'Algérien en Europe, *que nous approuvons sans réserve.*

Il y a en France 3 700 000 émigrés. Ils participent de manière substantielle à l'expansion économique de ce pays. Producteurs, ils sont également consommateurs et rapportent de ce fait des milliards de francs lourds au fisc (impôts directs, indirects, T.V.A., taxes diverses, etc.). Leurs cotisations aux caisses de sécurité sociale, d'allocations familles et de retraite permettent à ces dernières de faire des bénéfices importants puisqu'elles leur reversent en prestations globalement moins que ce qu'ils cotisent.

On voit donc que les immigrés rapportent au pays d'accueil sur un double plan : par leur travail (40 milliards de dollars pour toute l'Europe en 1970), par les cotisations et les impôts qu'ils payent. Ce ne sont donc pas les immigrés qui sont aidés, ce sont eux qui aident, d'autant que les sommes qu'ils transfèrent retournent sous une forme ou sous une autre au pays d'accueil.

L'immigration n'est donc pas une forme de charité des pays riches au bénéfice des pays pauvres, mais un moyen d'exploitation nouveau des seconds par les premiers. Cette vérité, cruelle pour tout le monde, méritait d'être dite, car les chiffres ne mentent pas ; ils sont implacables, nous le savons tous.

En France se déroule actuellement la campagne électorale en vue de l'élection d'un nouveau président de la République. Les candidats, qui connaissent profondément l'électorat, ne laissent rien dans l'ombre. Toutes les catégories sociales ont droit aux plus grands égards. A chacune on promet le bonheur pour le 20 mai. Seuls les immigrés sont oubliés... Il est vrai qu'ils ne votent pas. C'est tout de même là une situation où ni la justice ni la morale ne trouve son compte.

Nous pensons pour notre part que l'immigration devrait être un des thèmes de la campagne électorale. Le sort qui est fait à des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ne devrait pas être escamoté. Il ne s'agit pas de condamner qui que ce soit. Mais il importe que le futur président de la République, quel qu'il soit, dise aujourd'hui à ses compatriotes que les immigrés sont indispensables à l'économie de la France. Que ce sont des hommes comme les autres. Qu'ils ont droit à la dignité, au respect et à la sécurité. Que toute discrimination à leur égard est immorale et illégale.

Il faudrait aussi qu'il s'engage à assurer aux immigrés des conditions d'existence normales, en rapport avec les avantages qu'ils procurent à la France. Ces conditions sont : à travail égal, salaire égal ; un logement décent ; des droits sociaux équivalents à ceux des nationaux ; une formation professionnelle pour ceux qui le souhaitent ; la fin des nombreuses discriminations de droit et de fait qu'ils subissent malheureusement trop souvent.

Ce sont là, comme on le voit, des revendications élémentaires que la plupart des hommes politiques français jugent fondées et réalisables.

Nous les renouvelons car nous estimons qu'elles vont dans le sens de l'intérêt de tous : qu'il s'agisse du gouvernement, des immigrés ou des Français eux-mêmes.

L'Algérien en Europe (éditorial du n° 189).

NON à l'expulsion du président de l'Association des Marocains en France

Le président de l'Association des Marocains en France, Arsala Idir Ben Miloud, ouvrier électricien, a reçu le 8 avril 1974 un avis l'informant qu'il fait l'objet d'une procédure d'expulsion décidée par le ministre de l'Intérieur français dont le motif invoqué est : « Activités politiques sur le territoire français ». Il devait se présenter devant la commission spéciale des expulsions le 24 avril 1974 à 14 h.

Le 17 avril 1974, il reçoit une autre lettre l'informant que l'examen de son dossier par la commission spéciale est remis à une date ultérieure.

Ce motif politique appelle une explication politique. La police française, en visant le président de l'A.M.F., veut en fait atteindre, au-delà de la personne du camarade Arsala Idir Ben Miloud, l'Association des Marocains en France...

A travers cette mesure qui frappe injustement le président de l'A.M.F., en clair c'est la liquidation de celle-ci qui est visée. De fait, elle vient couronner une série de contraintes et de pressions à l'encontre du camarade Arsala depuis le début de l'année 1971 : convocations de police, interrogatoires répétés, sommation de signer des déclarations préfabriquées soulignant qu'il portait atteinte à la neutralité politique en France. Naturellement, notre président a toujours refusé de signer ces fausses allégations...

Seule une agissante mobilisation des travailleurs et de l'ensemble de l'opinion démocratique française et internationale pourra empêcher l'expulsion du camarade Arsala Idir.

L'Association des Marocains en France lance un appel pressant à l'ensemble des organisations démocratiques, à l'opinion française et internationale pour protester contre cette mesure arbitraire et pour exiger l'annulation immédiate de cette procédure, en même temps que la garantie aux travailleurs émigrés les mêmes droits qu'aux travailleurs français.

Association des Marocains
en France
(extraits).

SAMEDI 18 MAI

LE C.I.L.A. ATTAQUÉ PAR UN COMMANDO DE 8 NERVIS

Samedi 18 mai, à 12 h 15, un commando de huit nervis a attaqué le local du centre d'information sur les luttes anti-impérialistes (107, rue de la Réunion, Paris 20e). Ces individus, le visage caché par des cagoules, revolvers et matraques au poing, se sont présentés comme soi-disant « groupe de défense des juifs ».

Après avoir pénétré de force dans le local, ils ont menacé de leurs revolvers les personnes présentes en hurlant : « Les mains en l'air et le dos au mur ! ». Ils ont refermé la porte du local pour empêcher toute sortie.

Ces nervis se sont alors acharnés en hurlant sur les personnes présentes. Ils ont durement matraqué une militante du C.I.L.A., la jetant à terre, la rouant de coups, déversant une bouteille d'acide sur son dos ; puis jetant sur elle des livres et des ramettes de papier. Parmi les victimes se trouvaient Suzanne Marty, dont la famille subit il y a trente ans les persécutions nazies. Puis les agresseurs ont mis à sac le local, déchirant les brochures, déversant de l'acide un peu partout. Au bout de cinq minutes, les fascistes sont partis en courant.

Qui se cache derrière ce commando qui a sauvagement attaqué le C.I.L.A. ,dont la vocation est d'informer notre peuple sur les luttes anti-impérialistes menées par **tous** les peuples dans le monde ? A coup sûr, les impérialistes, les fascistes ou les sionistes. Le C.I.L.A. lutte contre toutes les persécutions racistes et impérialistes : il est dans la tradition de ceux qui ont lutté, hier, contre la barbarie raciste, antisémite des nazis. Seuls les impérialistes, les fascistes et les racistes peuvent éprouver le besoin de « se venger » de la lutte des peuples soutenus par le C.I.L.A.

Cette agression ne restera pas sans réponse. Le C.I.L.A. appelle tous les anti-impérialistes à manifester leur indignation contre cet acte d'agression sioniste perpétré en France, à l'heure où il prépare, avec de nombreuses personnalités et organisations, un large meeting de solidarité à la lutte du peuple brésilien (vendredi 24 mai à 20 h 30, salle B de la Mutualité).

Des précisions ultérieures seront communiqués sur les ripostes énergiques en préparation.

A bas le sionisme !

Vive la juste lutte du peuple palestinien !

Vive la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme !

LE C.I.L.A. LANCE UNE SOUSCRIPTION SPECIALE POUR REMPLACER LE MATERIEL DETRUIT LORS DE L'AGRESSION

Adressez vos dons à :
NOEL CALLEGARI
C.C.P. LA SOURCE 33 752-39

CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN, ASSASSINATS SIONISTES ET MANŒUVRES DES DEUX SUPERPUISSANCES

Le 16 mai dernier, les chasseurs-bombardiers sionistes ont durement frappé Beyrouth et six camps palestiniens du Liban : soixante-dix morts et cent cinquante blessés en quelques heures ! Le lendemain, nouveaux bombardements, sur une ambulance du Sud-Liban notamment. Le dimanche 19 mai, c'est la marine sioniste qui bombarde le camp de Rachidiyie au sud de Tyr : sept morts, quinze blessés, cette fois.

Voilà des semaines que l'aviation sioniste bombarde avec des bombes à billes des villages du Sud-Liban : le 28 avril dernier, c'est l'école de Chébaa qui est touchée à 7 h 30 du matin, au rassemblement des élèves. Mais ces derniers jours, la barbarie agressive des sionistes s'est accrue ; on bombarde des « bombes jouets » — « bombes toupies », « bombes autos », « bombes poupées », « bombes stylos » ! On vise systématiquement les écoles. « *C'est une nouvelle phase de la guerre contre les feddayin* » proclament les dirigeants sionistes.

Et face à la montée de la résistance — en Cisjordanie occupée notamment, c'est à une mobilisation fasciste — qui rappelle les débuts de l'Etat sioniste — qu'appellent Meir et sa bande. On fait reprendre du service aux anciens terroristes des groupes Hagana, Irgoun et Stern — tristement célèbres par leurs exécutions et leurs assassinats. Quiconque désire porter une arme peut le faire ; des « gardes civiles » sont encouragées. Bref, les dirigeants sionistes cherchent à regrouper toutes les forces terroristes possibles pour liquider et exterminer toute résistance ; cette nouvelle politique s'accompagnant des mesures déjà utilisées : arrestations, tortures, dynamitage des maisons des patriotes palestiniens, installation de colonies sionistes dans les territoires occupés depuis 1967... ou 73 : ainsi sur le Golan, la colonie sioniste Kfar Harou vient d'être reconnue « localité permanente et civile ».

Agressivité accrue ne signifie pas invincibilité. Depuis plusieurs semaines, l'armée sioniste se casse les dents contre les forces syriennes qui n'ont pas permis qu'elle conquiert quelque avantage.

La crise économique est vive dans l'Etat sioniste : 436 millions de dollars de déficit pour début 1974 — presque le double du déficit 1973 pour la même période !

Surtout, les coups de la résistance en Palestine occupée portent. Le sioniste Arnold Mandel remarque dans *Information Juive* d'avril 1974 que « *dans l'immédiat et concrètement l'homme juif est plus en sécurité à New York et à Paris qu'à Tel-Aviv ou à Jérusalem* ». Une vague d'explosions d'objectifs militaires, de postes de police, de réservoirs de pétrole grossit à Gaza et en Cisjordanie occupée ; les combattants palestiniens épaulent les forces syriennes dans la bataille ; ils minent les routes, gênent les unités sionistes engagées.

Jamais les contradictions n'ont été aussi vives à l'intérieur de l'Etat sioniste ; une puissante émigration se dessine vers le sud du pays, que ne parvient pas à endiguer les promesses de dollars prodiguées par Washington ; l'émigration hors d'Israël — vers les pays occidentaux — a grandi sensiblement dans la population qui possède deux passeports — dont l'un occidental.

Depuis la guerre d'octobre, l'Etat sioniste est atteint de l'intérieur car *jamais la mobilisation du peuple palestinien autour de la résistance, ni sa participation directe à la lutte politique et armée n'ont été si fortes qu'aujourd'hui en Cisjordanie et à Gaza occupés.*

On comprend la hâte de Kissinger... pour faire aboutir ses manœvres et négociations, qui arrangent aussi Moscou... Il faut éviter que les conséquences de la guerre d'octobre, favorables aux peuples et aux pays arabes, soient tirées. D'où, faire cesser la guerre d'usure menée par les Syriens sur le Golan, liquider la résistance palestinienne et sauver l'Etat sioniste de la crise économique et politique. D'où — et c'est là le but proclamé de Washington et de Moscou — *obtenir* une « négociation » et un « *accord* » *qui soit paraphé par les deux superpuissances !* Il s'agit, autrement dit, d'assurer la « *situation ni guerre ni paix* » que la guerre d'octobre avait brisée — par le maintien de l'Etat sioniste, tête de pont utile aux deux impérialismes américain et russe, et par la continuation de la tension dans la région. C'est à ce prix que s'exercent sourdement le pillage économique et l'ingérence politique des deux superpuissances dans la région moyen-orientale et que se développe leur rivalité ; c'est-à-dire, *sur le dos des peuples et des pays arabes.* Kissinger réussira-t-il son coup, secrètement soutenu par Gromyko ? Quoi qu'il en soit, les succès du diktat des deux superpuissances — si elles en obtiennent — ne sauraient être que tout à fait fragiles et provisoires.

ABSTENTION MASSIVE DANS LES D.O.M.-T.O.M.

A l'heure où se confectionne notre journal, les résultats définitifs des élections dans les « D.O.M.-T.O.M. » ne sont pas encore parvenus. Ces chiffres du premier tour, par contre, sont connus. Dans leur sécheressse ,ils manifestent de façon éclatante le rejet des urnes coloniales par les peuples que domine encore la bourgeoisie colonialiste française : Guadeloupe, 65 % d'abstention ; Guyane, 52,12 % ; Martinique, 46,1 % ; « TOM », 35 %.

Pourtant, comme il est d'habitude en pareille circonstance, les aspirants à la gestion de l'Etat bourgeois, n'ont pas ménagé leur « sollicitude » a l'égard des peuples des « DOM-TOM ». Mais leurs paroles mensongères ont fait long feu. Ces peuples opprimés ont maintenant une longue et cruelle expérience des différentes formules « d'union avec la France ». Contre ceux qui leur répétaient « les DOM-TOM, c'est la France », ils ont affirmé par leur abstention massive que la Guadeloupe est guadeloupéenne, la Martinique martiniquaise, la Guyane guyannaise. Et ils continuent de l'affirmer tous les jours en intensifiant et en développant leurs luttes résolues pour la libération réelle de leur pays, pour l'indépendance nationale.

PTG

PARTI DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE.

Guadeloupéens,

Prenons en main notre destin!

Libérons-nous par nos propres forces !

Les capitalistes colonialistes se livrent une lutte sans merci pour la conquête des sources de matières premières et la possession des colonies !

Les capitalismes colonialistes (américain, soviétique, japonais, allemand, français, etc.), luttent intensément pour conquérir des marchés où écouler leurs produits, des régions productrices de matières premières, des pays où investir et pour se constituer des sphères d'influence. *La dispute pour la domination du monde est devenue la principale composante de la politique extérieure de l'impérialisme.*

« Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies ». Lénine.

La dispute entre les deux superpuissances (Etats-Unis et Union Soviétique) est particulièrement acharnée. Un des enjeux de cette rivalité est l'Europe. Mais l'Europe, qui fut le cœur du capitalisme, tient à échapper à cette domination et à se constituer elle-même en superpuissance concurrente indépendante.

En Asie, en Afrique, en Amérique latine, les peuples se dressent pour s'opposer résolument et mettre un terme à la domination du capitalisme colonialiste et des deux superpuissances. C'est ainsi qu'actuellement ils luttent pour se rendre maîtres de leurs ressources naturelles et se libérer petit à petit de capital étranger. Cette action plonge les capitalismes colonialistes dans une profonde crise économique politique et sociale.

Pays capitaliste européen, la France est engagée elle aussi dans cette course. Les capitalistes monopolistes français essaient de faire supporter le poids de la crise économique et sociale aux peuples des colonies (comme la Guadeloupe) et au peuple travailleur français.

Ainsi, le capitalisme colonialiste français est plus que jamais décidé à maintenir par tous les moyens sa domination économique, politique et culturelle en Guadeloupe.

Sans hésiter, il saignera à blanc les ouvriers et paysans pauvres guadeloupéens. Nous ne pouvons pas en douter, et, *en conséquence, nous devons nous préparer à la lutte.*

Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine rivalisent d'ardeur pour conquérir leur libération. Nous Guadeloupéens, allons-nous rester en arrière sur la route de l'histoire ?

Actuellement, nous nous trouvons invités à prendre part à l'élection du président de la République française. Les délégations de personnalités politiques françaises se succèdent en Guadeloupe depuis 15 jours. Elles viennent toutes expliquer à notre peuple qu'elles ont besoin de son appui. *La chasse aux suffrages est ouverte ! Une voix est toujours bonne à prendre, quelle qu'en soit l'origine,* surtout si le prochain président français risque d'être élu avec seulement quelques dizaines de milliers de voix de majorité.

Un président de la République n'est réellement chef de l'Etat que si l'Etat l'accepte pour chef !

« Le capitalisme asseoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la République démocratique bourgeoise ». Lénine.

L'Etat est l'instrument de violence avec lequel une classe au pouvoir maintient sa domination sur les autres classes qui essaient de le lui arracher. *C'est pourquoi la force de l'Etat réside avant tout dans son appareil répressif (armée, polices, gendarmerie, douanes, justice, etc.).* En France, la domination de la bourgeoisie est garantie par l'armée. La Vᵉ République bourgeoise française est née d'un coup d'Etat militaire qui a porté De Gaulle au pouvoir.

L'armée française a toujours appuyé l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie : les capitalistes colonialistes. *Cette armée est présente en Guadeloupe.* C'est la même qui a assassiné des milliers de fils des peuples vietnamien et algérien et qui tue en Afrique des patriotes du Tchad.

Est-ce que la mise en place d'un homme à la tête de l'Etat capitaliste français changera en rien la nature de ces chiens de garde dressés pour servir la bourgeoisie ?

Le Chili, avec l'échec de l'expérience Allende, a apporté au monde entier une réponse on ne peut plus claire.

La violence réactionnaire de l'Etat capitaliste colonialiste français ne sera détruite que par la violence des masses organisées et conscientes, par la violence de la révolution populaire, pas par la voie des urnes !

La position du P.« C. »G. et des progressistes guadeloupéens qui appuient la candidature Mitterrand est réactionnaire !

Le P.« C. »G. adopte l'attitude irresponsable et servile qui consiste à emboîter mécaniquement le pas aux positions du P.« C. »F.

C'était déjà le cas en 1965 au moment de la dissolution du Front Guadeloupéen pour l'autonomie, justement à propos des élections présidentielles françaises et de la candidature de Mitterrand !

Le P.« C. »G. tient le raisonnement suivant : si la « gauche » française l'emporte à cette consultation électorale, le peuple guadeloupéen a tout à y gagner car ses revendications ont plus de chances d'aboutir. Cela revient à dire comme Chaban-Delmas ou Giscard d'Estaing que la vie politique, économique et culturelle de notre pays est indissociablement liée à celle de la France. C'est nier que la Guadeloupe a eu, et continue d'avoir une histoire différente de celle de la France, que le peuple guadeloupéen est différent du peuple français, que l'économie de la Guadeloupe est différente de l'économie française. *Cela signifie que pour le P.« C. »G. la nation guadeloupéenne n'existe pas.*

C'est une stupidité réactionnaire débitée par les capons sans pudeur que sont les dirigeants du P.« C. »G. ! Ces gens ont la mémoire courte ! Nous savons que la « gauche » française a participé à presque tous les gouvernements de la IVᵉ République et qu'elle a de ce fait collaboré avec les capitalistes colonialistes français. *Nous savons qui fut, qui est Mitterrand.*

Ce que veulent les dirigeants du P.« C. »G., en demandant aux travailleurs guadeloupéens de voter, c'est *resservir sous un autre emballage la même marchandise avariée :* faire accepter le principe réactionnaire de l'« Union avec la France » (domination de la Guadeloupe par l'impérialisme français).

Les plans de l'impérialisme français et du P.« C. »G. se rejoignent finalement !

Celui qui piétine sur place quand tout le monde avance ne fait objectivement que reculer. Les révisionnistes du P.« C. »G., les « progressistes » et les réactionnaires du M.« S. »G. devraient méditer cette vérité à propos de leur attitude dans cette nouvelle campagne électorale.

Depuis 1966, à chaque élection de ce type, notre peuple, dans sa majorité, proclame son opposition au colonialisme français en s'abstenant. L'abstention massive des travailleurs guadeloupéens, est le signe qu'ils ont pris conscience de l'identité et de la nature des ennemis qui les exploitent. C'est un refus énergique, une gifle sévère assénée à tous ceux qui ont la nostalgie de l'urne colonialiste !

Inviter notre peuple à voter, c'est aller à contre-courant de l'histoire ; c'est essayer de tirer les travailleurs guadeloupéens en arrière !

En quoi ces élections nous concerne-t-elle ? La Guadeloupe est une colonie. *Les rapports entre notre pays et la France, sont des rapports de domination !*

Tous ceux qui depuis quelques jours sont venus en Guadeloupe à la recherche de voix tiennent le même langage.

Aucun des candidats n'a jamais reconnu que *notre peuple existe en tant que peuple différent du peuple français.* Personne n'a affirmé que les ouvriers et les paysans guadeloupéens ont le droit de récupérer les usines et les terres qu'ils travaillent et qui de fait leur appartiennent. Aucun des candidats, de la « gauche » à la droite, de Mitterrand à Giscard d'Estaing n'a reconnu à la nation guadeloupéenne le droit de se séparer et de se constituer en Etat indépendant...

De toute manière, on ne peut octroyer aux peuples la liberté ; celle du peuple guadeloupéen sera le résultat de sa lutte contre les capitalistes colonialistes français, les gros capitalistes commerçants et les propriétaires fonciers !

Que faire ?
Posons les véritables problèmes !
Préparons-nous à la lutte !
Organisons-nous !

La situation est extrêmement difficile. Les capitalistes colonialistes français renforcent l'exploitation de notre peuple. Ils se préparent parallèlement à accentuer la répression en Guadeloupe.

Camarades travailleurs,

Vous avez su faire preuve d'héroïsme dans le passé. L'heure est proche où les événements exigeront de vous un héroïsme encore plus grand ! Préparons-nous donc à la grande bataille pour conquérir l'indépendance nationale.

Pour remporter la victoire, *vous devez vous organiser.* Le Parti des Travailleurs de Guadeloupe vous y aidera par tous les moyens, et avant tout en vous éclairant sur la situation des différentes classes et de leurs forces respectives dans notre pays.

Sans conscience politique claire, l'organisation ne vaut rien. Sans organisation, impossible de faire agir ensemble des milliers d'hommes et de remporter la victoire.

Plus que jamais, en cette période où le piège des élections est de nouveau tendu, vous devez refuser de croire aux paroles. *Profitez pour vérifier,* à travers les alliances qui se nouent entre partis et groupes, *la position de classe de chacun.*

Ne vous laissez pas tromper par les promesses mensongères. Organisez-vous jour après jour dans chaque usine, chaque quartier, chaque section, chaque habitation, sur la base de vos intérêts de classe ! *Travaillez-y vous-mêmes ; personne ne peut accomplir cette tâche à votre place !*

Refusons la mascarade électorale des 5 et 19 mai 1974 !

TOUT POUR LE PARTI !
TOUT POUR LA REVOLUTION !

1ᵉʳ mai 1974.

Comité central du P.T.G.

LE PATRIOTE GUADELOUPEEN

A.G.E.G., 85, rue Beaubourg, Paris-3ᵉ
Tél. : 887-65-09.
C.C.P. Paris 17.294-33

Organe Mensuel de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens au service de la lutte du peuple guadeloupéen

3ᵉ année
N° 36
FEV.-MARS 1974
Prix : 1 F

abstention révolutionnaire

... Et ne voilà-t-il pas qu'en Guadeloupe également tout un ramassis de traîtres et de réactionnaires s'est constitué pour nous crier d'aller VOTER, pour élire celui qui dressera des plans pour nous exploiter et noyer notre lutte dans le sang. Il y a bien sûr (là aussi) l'U.D.R., les Jalton, Bernier et consorts, le banquier Cherdieu, mais ENCORE le P.«C.»G. (Bangou, Ibéné, Songeons, Leroy), les trotskystes de « Combat ouvrier » et le « Progrès social » (Rodes). En réalité, tous ces gens accomplissent ce que veut l'impérialisme français. *Ils nous trompent, ils nous mystifient!*

Beaucoup font miroiter devant nos yeux une soi-disant perspective « d'autodétermination » que nous apporterait Mitterrand et dont Mitterrand lui-même et ses représentants (Defferre) ne veulent plus parler.

En réalité, les élections présidentielles françaises ne nous apporteront *rien de bon,* ce qu'elles apporteront c'est *l'exploitation renforcée.* L'impérialisme français traverse une crise et se prépare à intensifier encore l'exploitation et la répression dans les colonies, y compris en Guadeloupe.

Au cours de ces élections, la seule attitude juste est de profiter de l'agitation électorale pour faire campagne pour l'abstention révolutionnaire. La seule attitude juste est d'expliquer partout le caractère de l'exploitation dont est victime notre peuple, de désigner ses responsables, d'expliquer que ces élections ne sont qu'une vieille farce destinée à tromper les masses populaires, de dénoncer les révisionnistes du P.«C.»G. et l'opportunisme du « Progrès social » des trotskystes et des autres.

Le peuple guadeloupéen a montré et montre en permanence que sa maturité politique se développe. Les résultats des dernières élections présidentielles françaises le montrent (1965, 35 % d'abstentions et en 1969, 68,5 %). Au premier tour, le 5 mai, notre peuple s'est abstenu à plus de 65 %. Notre peuple se rend compte de plus en plus qu'un « simple changement de président à la tête de l'Etat bourgeois français ne changera absolument pas la nature des rapports de domination qui existent entre la Guadeloupe et la France ». Il se rend compte toujours plus que « l'autonomie en union avec les capitalistes colonialistes français » ne signifie qu'une tentative du P.«C.»G. de déguiser son exploitation et de partager les profits qui en sont tirés avec les impérialistes français. Contrairement à ce que prétendent le « Progrès social », le P.«C.»G. et les trotskystes, « l'autodétermination » octroyée par Mitterrand est une tromperie.

Le droit à l'autodétermination des peuples est un droit inaliénable, il n'est pas octroyé. C'est un droit que les peuples réalisent contre leurs oppresseurs en les renversant.

Le peuple guadeloupéen pour se libérer doit compter sur ses propres forces, et le seul moyen qu'il a de le faire est de s'unir, de s'organiser et de lutter par tous les moyens pour renverser ses ennemis : la bourgeoisie colonialiste française, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie compradore. Pour lui, s'autodéterminer c'est conquérir l'indépendance nationale, c'est détruire l'appareil d'Etat de ses oppresseurs par la violence révolutionnaire et instaurer son propre pouvoir politique.

REFUSONS DE PARTICIPER A CES ELECTIONS !

DENONÇONS TOUS CEUX QUI VEULENT TROMPER LE PEUPLE !

Extraits du « Patriote guadeloupéen ».

MARTINIQUE

voter n'est pas lutter

Les patriotes rédacteurs de notre organe « La Voix du Peuple » continuent à exprimer leurs principes invariables sur les élections actuelles.

DES ELECTIONS FRANÇAISES

Elire un président de la République française intéresse d'abord les Français d'ailleurs ou d'ici, car ces présidents, depuis toujours, quelques soient leurs idées affichées, s'intéressents essentiellement à la France, leur patrie. Ils n'ont pas le temps de s'occuper de nous. En dix ans de pouvoir, Pompidou a-t-il eu le temps de venir ici ?

Les présidents et leurs ministres nous ont toujours « généreusement confiés » à Messieurs les Préfets, Békés,, patrons, gens d'armes, policiers, juges et autre valets assimilationnistes de gauche ou de droite. Et comment ? Les résultats sont là : vie chère, sucre tué, chômage, plomb quand nous essayons de nous dresser...

VIVE LE 1ᵉʳ MAI
DÉVELOPPER ET APPROFONDIR LA LUTTE CONTRE
L'IMPERIALISME FRANÇAIS

DES MARCHANDS D'ILLUSION

Elire un président français, entretient des illusions dangereuses chez les ouvriers, paysans martiniquais. Même si un Mitterrand paraît plus gentil qu'un escroc d'impôt comme Chaban, quelle importance pour ce Béké, patron, élu U.D.R., que vous connaissez et qui a toujours la Loi Française pour lui, c'est-à-dire la préfecture et ses gendarmes ?

Demandez aux Algériens ce qu'ils pensent des Defferre et Mitterrand et ils vous montreront les milliers de tombes de leurs martyrs quand ces deux messieurs étaient ministres.

« La Voix du Peuple » ne juge pas les gens sur leur mine ni sur leur beau langage français (cé caill nou ki ni bon francé), et nous disons clairement que la gentillesse d'un Mitterrand n'est rien, que c'est la lutte de notre peuple *qui changera tout ici, en Martinique. Nous condamnons fermement les directions du P.P.M. et du P.C.M. d'entretenir des illusions dangereuses au sein de notre peuple.*

La grève des travailleurs agricoles a marqué un bond dans la prise de conscience anticolonialiste.

Et les gouvernements de droite ou de gauche n'ont pas été différents.

Par exemple, ce Mitterrand qui se dit champion des libertés a-t-il dit un seul mot en faveur des assassinés et blessés de Chalvet ?

Ce Defferre a-t-il dit un seul mot sur la vague de répression qui se lève ces jours-ci ? dans ces deux meetings de Fort-de-France ou Trinité ?

Promesses, promesses... mais ce sont toujours nos mères de familles qui le sentent passer et voient leurs fils dehors de l'école à 16 ans ou leurs filles sur les trottoirs de Paris.

ILS DEFILENT TOUS,

TOUS ILS PROMETTENT DE ME-ME,

SOUDAIN ! COMME ILS NOUS AIMENT !

VIGILANCE ! CAMARADES

C'EST EN BATEAU QU'ILS NOUS MENENT...

Un lecteur.

Extrait de « La Voix du Peuple ».

AFFICHEZ H.R.

TUNISIE :

Nouvelles violations des lois par le pouvoir
Nouvelle montée des luttes populaires

Devant la montée des luttes populaires et ouvrières, n'importe quel régime réactionnaire ôte bien vite le masque de la démocratie et présente aux yeux de tous son vrai visage d'ennemi acharné et violent du peuple. Le régime tunisien n'échappe évidemment pas à cette loi. Bien au contraire. Depuis plusieurs années et particulièrement ces derniers mois il subit les assauts répétés des forces démocratiques et révolutionnaires, aussi bien de la part des couches estudiantines, que de la classe ouvrière tunisienne.

Pour tenter d'échapper à son destin le gouvernement et tout l'appareil d'Etat destourien en vient à violer ses propres lois. Il remet en cause ses propres jugements prononcés contre des démocrates ouvriers ou étudiants. Ils pratiquent la torture systématique, l'assassinat clandestin pensant ainsi stopper le mouvement de grève dans les usines ou dans les facultés.

Mais en réalité, le pouvoir fascisant tunisien n'allume qu'un feu pour mieux se brûler encore.

Nous présentons, dans nos colonnes des extraits d'une déclaration du Comité Tunisien d'Information et de Défense des Victimes de la répression qui regroupe des militants tunisiens de l'opposition démocratique et révolutionnaire.

D'ores et déjà nous appelons nos camarades à se préparer pour une mobilisation prochaine en vue de manifester leur solidarité internationaliste envers le peuple tunisien.

Au sujet des nouvelles arrestations, il nous est encore impossible de donner le nombre exact, qui, d'après de nombreux témoignages, est très important. Mais d'après la presse officielle, il y aurait 70 arrestations dont 19 ont été maintenues, parmi lesquelles certaines étaient en liberté provisoire après la vague de répression de novembre 1973 et sont donc passibles d'être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat.

Nous voilà donc devant de nouvelles arrestations arbitraires.

Maintenus au secret, les détenus sont soumis aux traitements habituels de la police : tabassages, tortures perfectionnées, etc.

L'expérience des militants déjà arrêtés et plus récemment, en novembre 1973, et les témoignages que nous avons pu recueillir prouvent que la torture est le moyen de question le plus utilisé par la police politique.

Des femmes, même des femmes enceintes : récemment, Mme Aziza Amani, née Rekik, étudiante, enceinte, a été victime de ces pratiques sauvages ; Mme Amel Chaabouni, professeur ; Mlle Saloua Ayachi, professeur, ont été systématiquement torturées.

La police n'a pas hésité à torturer une étrangère, Mme Maris Heichert, de nationalité allemande, qui avait pourtant demandé la protection de son ambassade.

De jeunes lycéens sont aussi torturés.

Plus personne n'y échappe.

Tous les militants arrêtés en novembre 1973 ont été soumis à ces méthodes, en particulier : Ahmed Ben Othman, Ahmed Karraoud, Raouf Ayadi, Ammar Zemzemi, Mongi Ellouze...

... Aujourd'hui, nous apprenons que tous les prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim le 1er mai à la prison civile de Tunis. Cette grève, qui a fait l'unité de tous les prisonniers politiques, a deux aspects :

— Un aspect politique : ce n'est pas un hasard si cette grève débute le 1er mai. En plus de son caractère international, le 1er mai représente pour le peuple tunisien une date importante dans l'histoire de la lutte des travailleurs contre l'exploitation et la répression du régime de Bourguiba.

Le 1er mai 1972 : grève de tous les ouvriers de la Société de transport de Sfax (Soretras).

Le 1er mai 1973 : grève et manifestation violente des ouvriers de Transport de Tunis (SNT) pour revendiquer une représentation démocratique au syndicat et un statut pour les travailleurs du transport. Plusieurs morts parmi les ouvriers.

Le 1er mai 1973 : grève de la faim des étudiants à Tunis pour les libertés syndicales (1).

— *Le deuxième aspect est revendicatif.*

Les prisonniers politiques revendiquent :

1° Des conditions de détention légales et humaines. En effet, ceux qui sont arrêtés depuis novembre 73 (35 prisonniers) n'ont pas droit à la visite de leur famille, n'ont pas droit aux livres, et parmi eux, certains sont dans l'isolement total (Najib El Ach, Ben Othman, Raouf Ayadi, Msedali...).

Pour Naccache et Ben Kheder, arrêtés depuis décembre 72, protestent contre la mesure illégale de suspension de la grâce (ainsi que A. Ben Othman, Abdellah Rouissi et Rachemi Troudi) et revendiquent les livres et la visite dans un parloir sans grilles ;

2° Tous revendiquent le statut des prisonniers politiques.

Le Comité tunisien dénonce cette vague de répression qui s'abat sur le peuple tunisien, soutient les grévistes de la faim de la Maison de Tunisie et la grève de la faim des prisonniers politiques et fait siennes leurs revendications.

Il exige l'annulation de ces mesures répressives, le respect des droits de l'homme et la libération des prisonniers politiques.

---

(1) Cette grève de la faim a duré huit jours. Des militants ont eu leur grâce d'une précédente peine retirée. Tous ont été éparpillés dans les différents bagnes du pays.

PORTUGAL :

Une nouvelle tentative mystificatrice de la "voie pacifique"

Aujourd'hui, le révisionnisme international tente une nouvelle mystification, en premier lieu du peuple portugais, en s'appuyant sur la participation de deux de leurs pantins au gouvernement provisoire contrôlé par la junte militaire.

En réalité, pour saisir le rôle des deux ministres révisionnistes, il faut à la fois replacé le coup d'Etat militaire dans le contexte national et international.

D'une part, la junte militaire, pour aboutir à ses fins à l'intérieur et dans les colonies, a besoin d'une caution de gauche et d'hommes capables de freiner l'immense mouvement revendicatif ouvrier, paysan et employé qui risquerait d'éclater du fait de la nouvelle situation politique. Ces révisionnistes, remis en selle par la junte, seront les garants vis-à-vis du régime de l'ordre et de la paix sociale. *Ce n'est évidemment pas un hasard si A. P. Cançalves, membre du P.C.P., s'est vu confié le portefeuille du Travail. Il a d'ailleurs en face de lui au gouvernement De Alveida, ministre de la Coordination économique, représentant les milieux cosmopolites du grand capital international, en particulier du capital U.S.*

Et déjà on entend les sornettes révisionnistes : « faire face aux provocations », « ne pas vouloir obtenir tout, tout de de suite », « empêcher le retour de ceux qui veulent barrer à notre peuple le chemin pacifique, *libre et démocratique... ». Bien que la situation soit complètement différente, ces appels ne sont pas sans nous rappeler les propos mystificateurs et dangereux des dirigeants révisionnistes chiliens.*

D'autre part, il faut voir cette nouvelle entreprise du mensonge sur le plan de la rivalité et de l'alliance des deux superpuissances U.S.A.-U.R.S.S. pour se partager et contrôler le globe. A ce sujet, le message du P.C.F. au P.C.P. est tout-à-fait significatif. « Les grands changements au Portugal sont à nos yeux un nouveau témoignage de ce qui change dans le monde et particulièrement en Europe ». En ce sens, la nomination de A. Cunhal, exilé depuis des années à Moscou, au gouvernement contrôlé par une junte liée à l'impérialisme U.S. est le prix de la paix sociale au Portugal. On peut gager que le social-impérialisme russe espère tirer de nouveaux profits de cette nouvelle étape de « la détente et la coopération ». La position adoptée par les révisionnistes portugais et qui a le soutien total de la clique Marchais en France sur la question coloniale est à cet égard significative. Que proposent-ils : « l'arrêt de la guerre et la négociation ». Mais on ne les as pas entendu protester contre l'intensification des bombardements barbares ces derniers jours contre les zones libérées en Angola, Mozambique ou Guinée-Bissau. On ne les as pas entendu non plus, comme le font toutes les forces sincèrement anticolonialistes du tiers-monde et d'ailleurs, soutenir la lutte armée des peuples colonisés par le Portugal.

Ces deux ministres révisionnistes au gouvernement ne sont pas « une garantie de la sauvegarde de la liberté ». Ils ne sont que de vulgaires marionnettes qui permettent au pouvoir de la junte d'espérer contenir le mouvement populaire. Par ailleurs, ils permettent à leur maître de Moscou de faire de nouveaux rêves et d'intriguer dans un pays qui représente immanquablement un point stratégique aux portes de la Méditerranée.

Ces deux ministres révisionnistes sont des éléments antinationaux.

Seuls le peuple portugais, ayant à sa tête la classe ouvrière, et un parti d'avant-garde s'appuyant sur les principes du marxisme-léninisme pourront instaurer une véritable démocratie et la liberté et rétablir une indépendance nationale authentique.

IRLANDE :

Halte au génocide anglais !

Vendredi 17 mai, dans la fin de l'après-midi, quatre voitures piégées faisaient vingt-sept morts, une centaine de blessés, à Dublin, alors qu'une bombe tuait quatre autres personnes dans un bar en Irlande du Nord. Dès à présent, si tous les détails à ce sujet ne nous sont pas encore parvenus, des communiqués de l'I.R.A., ainsi que des principales organisations « loyalistes » (protestantes) nous permettent de rejeter leur responsabilité dans ce crime effroyable.

Selon toute vraisemblance, les auteurs de ce massacre ne seront jamais démasqués ni inquiétés par les autorités du Sud et Nord de l'île, encore aujourd'hui asservie à la domination meurtrière de l'impérialisme. Qu'on se rappelle, en effet, les bombes qui firent déjà plusieurs victimes à Dublin, il y a plusieurs mois : cela se produisit (1er décembre 1972) à l'instant même où les députés d'Irlande du Sud hésitaient à voter une loi répressive anti-IRA ; par la suite, les services de renseignement de cette organisation réussirent à établir la responsabilité des services secrets britanniques dans ce carnage ; l'affaire Little John en apportait la preuve irréfutable : deux « espions » anglais arrêtés à Dublin assuraient qu'ils étaient payés par les services secrets anglais pour monter de telles opérations visant à discréditer les patriotes, ainsi qu'à accélérer le processus de répression en Irlande du Sud. Quelque temps après leur arrestation, les frères Little John s'évadaient avec la complicité des autorités traîtres de Dublin.

De nombreux exemples montrent à quel point les impérialistes britanniques et leurs bandes d'assassins recourent à ce genre de procédés crapuleux, de meurtres « non signés », de massacres planifiés. Lorsque les barbouzes parachutistes massacrèrent quatorze innocents, à Derry, le 30 janvier 1972, peut-être n'était-ce pas assez : il leur a fallu doubler le nombre des victimes cette fois. Et toujours le gouvernement d'Irlande du Sud laisse-t-il agir ses maîtres au besoin favorise leur massacre pour mieux réprimer ensuite la glorieuse résistance armée des patriotes de l'I.R.A.

Si ces criminels recourent à de telles méthodes fascistes, c'est qu'il leur faut des prétextes pour asservir toujours plus le peuple irlandais, pour faire passer leur plan de soumission totale à l'Angleterre qu'ils ont signé à Sunnindgale et qui doit être opérationnel d'ici peu ; c'est que de plus en plus les masses irlandaises reconnaissent dans la résistance l'expression de ses intérêts historiques et de ses aspirations, après huit siècles de lutte contre l'impérialisme.

En cette heure de douleur et de soif de vengeance pour le peuple irlandais, le prolétariat révolutionnaire français adresse aux masses opprimées d'Irlande ainsi qu'aux courageux patriotes de l'I.R.A. ses sentiments internationalistes d'affliction et de colère devant cet acte monstrueux.

A BAS L'IMPERIALISME CRIMINEL ET SES VALETS ! Tous ces assassins seront écrasés un jour prochain. Vive la lutte armée des patriotes irlandais ! Que chacune de leurs balles, en atteignant son but, fasse payer aux impérialistes le prix de leurs crimes monstrueux !

Correspondant H.R.

Allemagne : POURQUOI BRANDT EST-IL TOMBÉ ?

La démission subite du chancelier social-démocrate Brandt constitue un épisode important de la lutte qui oppose deux fractions de la bourgeoisie ouest-allemande, la démocratie-chrétienne (la CDU) et la social-démocratie (le SPD). On sait que le coup de grâce a été donné à Brandt par la découverte à la chancellerie d'un espion au service de la RDA, en la personne de son conseiller personnel, Günter Guillaume, lequel avait accès aux documents les plus secrets. Mais au travers de cette affaire se trouve posé un problème de fond, crucial pour l'Allemagne de l'Ouest : celui de l'attitude à adopter envers les deux superpuissances, et surtout envers le social-impérialisme russe, dont d'importantes troupes sont massées aux frontières mêmes de la RFA ; autrement dit, ce qui est en cause ici, c'est toute la « politique à l'Est » de la social-démocratie.

La véritable nature de la politique à l'Est de la social-démocratie

C'est en 1969 que le SPD prit la direction du gouvernement, à la tête d'une coalition formée avec le parti libéral, et avec un double programme :

— Sur le plan intérieur, une démagogie socialisante, avec promesse de réformes, un peu dans le même style que nous propose Mitterrand en France mais toutefois sans alliance avec les révisionnistes, insignifiants en RFA ;

— Sur le plan extérieur, la « politique à l'Est ». Le plan était simple : il s'agissait de profiter des ravages consécutifs au déferlement du révisionnisme dans les pays d'Europe de l'Est, pour les miner idéologiquement et essayer, ensuite, de les prendre progressivement sous contrôle... Plan conforme au but ancré dans la constitution de la RFA : la récupération des territoires perdus en 1945.

Mais si cette politique obtint quelques succès apparents, en 1970-1972, grâce à la constitution d'une mini-alliance avec l'URSS, on s'aperçut rapidement que les quelques concessions consenties par le social-impérialisme russe, d'ailleurs sur le dos de la RDA, n'étaient nullement gratuites.

D'une part, les traités signés entre la RFA et la RDA, ainsi qu'entre les grandes puissances, étaient suffisamment vagues pour que la RFA y ait les mains liées — l'application des accords dans le sens souhaité par elle dépendant exclusivement du bon vouloir des autorités orientales — et donc pour qu'elle soit elle-même contrainte à quelques concessions (par exemple sur la question de la représentation diplomatique de Berlin-Ouest, ou sur celle des crédit à accorder à l'URSS).

D'autre part, en faisant les yeux doux à l'Allemagne de l'Ouest, le social-impérialisme russe visait principalement à augmenter la crédibilité de ses belles paroles sur la « détente » et la « sécurité » auprès des milieux dirigeants de tous les pays d'Europe de l'Ouest : tout en prêchant le « désarmement », il renforçait le plus discrètement possible son dispositif militaire en Europe de l'Est et cherchait à se ménager quelques complicités dans les milieux économiques, et bien sûr aussi politiques ouest-européens. C'est ainsi que les accords économiques conclus entre la RFA et l'URSS s'avèrent d'une double efficacité et d'un double intérêt pour le social-impérialisme : d'une part, ils lui permettent de développer des secteurs de son économie secondaires par rapport aux secteurs militaires prioritaires de l'autre, ils lui permettent de prendre pied dans l'économie ouest-européenne — en particulier par la fourniture de matières premières comme le gaz naturel et l'uranium.

Dès lors, la « politique à l'Est » de la social-démocratie ouest-allemande représente une aide précieuse pour les sociaux-impérialistes, dans la mesure où elle prête foi aux belles paroles des nouveaux tsars sur la « détente » et donc minimise les dangers planant sur la sécurité des pays et des peuples ouest-européens du fait de l'offensive social-impérialiste. En bref, la social-démocratie apparaît comme le meilleur agent possible de Brejnev et Kossyguine en RFA. C'est pour cette raison que lors de la crise parlementaire du printemps 1972, Brejnev a donné **ordre** à son laquais est-allemand Honecker de faire tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher le renversement du gouvernement social-démocrate (1). Et c'est bien aussi pour cette raison que le parti révisionniste ouest-allemand, le D« K »P, créé au lendemain de l'agression contre la Tchécoslovaquie, a apporté à Brandt un soutien total lors des élections législatives de 1972.

Au surplus, le plan de Bonn de minage idéologique de la RDA s'est avéré dérisoire et vain, car le social-impérialisme russe y a renforcé, surtout à partir de 1971, sa domination économique (par le biais du Comecon), militaire (par le biais du Pacte de Varsovie) et politique. Et de toute évidence, l'impérialisme ouest-allemand n'est pas de taille à rivaliser avec un ennemi aussi puissant.

La chute de Brandt

On comprend dès lors que la démocratie chrétienne qui, initialement, n'avait émis que des réserves sur la « politique à l'Est » accentua ses critiques et son opposition, et connut, vers la fin de 1973, un net regain de faveur auprès des milieux bourgeois de la RFA. Non seulement, elle proposait une attitude moins conciliante envers le social-impérialisme, mais elle insistait aussi, et avec plus de force que le SPD, sur l'utilité de la protection militaire de l'impérialisme US, en qui elle voit le seul rempart possible contre la pression social-impérialiste. Politique typiquement capitularde et bourgeoise elle aussi : indésireuse de s'appuyer sur la seule force capable de défendre l'indépendance nationale, les masses laborieuses, elle ne voit qu'un moyen pour se protéger des griffes d'une superpuissance : s'asservir à une autre. C'est ainsi qu'en novembre dernier, elle protesta très violemment contre la distance prise par le SPD à l'égard des USA sur le problème de l'attitude envers les pays arabes.

Dans ces conditions, l'arrestation, le 25 avril, de l'espion Guillaume ne pouvait qu'affaiblir la position du SPD, dont s'étaient en outre détournés de nombreux électeurs déçus par l'absence de réformes véritables. L'élection communale du 5 mai dans la Sarre a prouvé l'ampleur de la débâcle, en même temps qu'elle confirmait la progression de la CDU. Dans l'immédiat, la démission de Brandt permet au SPD, qui conserve une confortable majorité au Bundestag, de se maintenir au pouvoir, mais il est d'ores et déjà clair que le nouveau chancelier Helmut Schmidt devra infléchir sa politique dans le sens que propose la CDU : plus de fermeté envers le social-impérialisme et soumission plus étroite à l'impérialisme U.S.

Un reflet des contradictions entre la R.D.A. et le social-impérialisme

Par ailleurs, il semble que l'affaire Guillaume et ses conséquences politiques correspondent aux intérêts particuliers de la RDA qui, si elle n'a pas pas délibérément provoqué la crise, en tire du moins un certain profit — et ce à l'encontre des intérêts sociaux-impérialistes. Car la social-démocratie, et plus particulièrement Brandt, représente un double danger pour la R.D.A.

D'une part, l'existence à Bonn d'un gouvernement social-démocrate représente une réelle menace **idéologique** pour la clique dirigeante est-allemande, dans la mesure où l'opinion publique, égarée par la trahison et la démagogie révisionnistes sympathise très fortement avec le Prix Nobel de la Paix Brandt, et où il lui est difficile de dénoncer sans ménagement cet homme à qui les nouveaux tsars font la cour, et qui est social-démocrate : n'oublions pas que le parti révisionniste est-allemand, le SED, a son origine dans la fusion du Parti communiste et du Parti social-démocrate ! Il ne faut certes par surestimer cet aspect des choses, mais il n'en reste pas moins que la clique Honecker aura plus de facilité à dénoncer la démocratie-chrétienne, dont les positions revanchardes et férocement anti-communistes de toujours sont largement discréditées en R.D.A.

D'autre part, c'est la RDA qui est obligée de payer le prix de la cour de Brejnev à Brandt, toutes les concessions se faisant la plupart du temps sur son dos — et dans son dos ! Il est vrai qu'elle a tiré quelque profit de la politique européenne du social-impérialisme russe — le nombre d'Etats qui l'ont reconnue depuis 1972 en est une preuve. Mais il n'empêche que ses intérêts nationaux sont constamment, et de plus en plus, foulés au pied par la clique Brejnev-Kossyguine, qui ne voit dans la souveraineté de son alliée qu'un objet de marchandages dont elle entend disposer à sa guise. Et déjà à plusieurs reprises, le gouvernement de la RDA a été amené à mettre des bâtons dans les roues de la politique à l'Est de Brandt, seul moyen pour elle d'empêcher des concessions du social- impérialisme sur son dos : ceci est parfaitement logique : si la RFA est intransigeante sur ses positions, alors les négociations avec l'URSS sont bloquées ; et du coup, il ne peut être question de concessions ! Ainsi, la RDA a adopté, au début de l'année 1971, des positions intransigeantes sur la question des voies d'accès à Berlin-Ouest — ce qui a bloqué toute négociation. Ainsi, au printemps de 1973, elle a adopté une position intransigeante sur la question de la représentation diplomatique de Berlin-Ouest — ce qui a bloqué un temps toute négociation. Et cette tactique marche jusqu'au moment où les nouveaux tsars en ont assez, donnent ordre à la RDA de changer d'attitude et n'hésitent pas à l'humilier presque publiquement.

La chute de Brandt, laquelle ouvre la voie à un retour en force de la CDU, place donc la RDA dans une position plus confortable, tant vis-à-vis du social-impérialisme que de la RFA. Et Brandt lui-même ne s'y est pas trompé, et il a exprimé publiquement ses craintes pour l'avenir de la « politique à l'Est » dont il avait été le grand artisan : « M. Honecker peut être en mesure de contribuer à la démission du chancelier fédéral, mais personne ne devrait lui permettre de miner la politique de détente au centre de l'Europe ! »

Toutefois, dans l'immédiat, la RDA est soumise à un feu de critiques de la part du social-impérialisme russe et de ses autres alliés, qui ont tous tenu à souligner les mérites historiques de Brandt.

Moscou et Berlin-Est restent très discrets sur l'« affaire Guillaume » elle-même, où apparaissent à nu les responsabilités de la RDA. Mais les révisionnistes est-allemands ne peuvent que se féliciter de cette nouvelle preuve de l'efficacité de leurs services de renseignements, dont le prestige déjà grand se trouve ainsi rehaussé. L'« affaire Guillaume » va sans aucun doute renforcer la position de la RDA auprès des autres pays d'Europe de l'Est.

Par ailleurs, la clique Brejnev-Kossyguine se trouve subitement plongée dans un grand embarras — par la faute de ses vassaux est-allemands. Aussi cherche-t-elle à minimiser la gravité de l'affaire et à rejeter la responsabilité de la démission de Brandt sur la crise économique qui s'accentue en RFA et sur la « droite », la CDU. Sans doute accentuera-t-elle dans les prochaines semaines ses pressions sur la RDA, afin que celle-ci consente à venir en aide, une nouvelle fois, à la social-démocratie dangereusement menacée, et fasse un geste consolateur — c'est-à-dire une petite concession. D'ailleurs, moins d'une semaine après la démission de Brandt, les dirigeants sociaux-impérialistes convoquaient à Moscou le Premier ministre est-allemand, Sindermann : on imagine aisément de quoi ils ont bien pu s'entretenir....

---

(1) Le député CDU qui a permis à Brandt de se maintenir à **une** voix de majorité avait été, semble-t-il, acheté par la R.D.A.

VILLEURBANNE

Meeting "Quelle voie prendre"

Il y avait 120 participants au meeting « Quelle voie prendre ? » organisé à Lyon par « l'Humanité rouge », avec la participation de la Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste) et de Perspectives tunisiennes. Beaucoup d'amis présents se sont pressés autour de la table de vente de « l'Humanité rouge » et autour de celle de la librairie La Force du Livre ouverte récemment à Lyon par les Editions du Centenaire.

Cinq camarades se sont succédés à la tribune :

— **Une camarade de Lyon** a fait le bilan du travail des militants de « l'Humanité rouge » à Lyon ces derniers mois ; elle a souligné la modestie des résultats et la volonté des camarades de renforcer leur travail avec tous ceux qui veulent agir avec nous ;

— **Le camarade de Perspectives tunisiennes** a ensuite dénoncé avec force les crimes de l'impérialisme français en Tunisie, puis il a évoqué la lutte grandissante du peuple tunisien et réaffirmé la nécessité de l'unité des travailleurs français et immigrés ;

— **Un camarade de la Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste)** a apporté le témoignage de l'expérience de son organisation, du chemin parcouru jusqu'à l'unification avec l'avant-garde marxiste-léniniste. Il a vigoureusement dénoncé les manœuvres et les tentatives d'ingérence des dirigeants de Front rouge dans ce processus. Il a ensuite fait un appel à tous les militants et cadres intermédiaires de Front rouge.

Puis ce sont les **questions internationales** qui ont été abordées. Après avoir évoqué le grand courant des peuples du tiers monde mis en lumière à la récente session de l'O.N.U. sur les matières premières, où furent mis au banc des accusés les deux superpuissances, après avoir dénoncé l'impérialisme français, la camarade a traité de la question de l'indépendance nationale, des menaces que font peser sur l'Europe les deux-superpuissances, du social-impérialisme « danger principal en Europe ». C'est le prolétariat et son parti qui défendront jusqu'au bout l'indépendance nationale intimement liée à la révolution prolétarienne ; il faut s'y préparer dès maintenant a-t-elle indiqué.

Le camarade Lebrun est intervenu sur la situation en France. Notamment le contexte dans lequel se situent les dernières élections présidentielles et la nécessité de refuser toutes les solutions bourgeoises. Puis, la lutte sans compromis qu'il faut mener contre le révisionnisme et : « C'est dans la lutte contre le révisionnisme que les marxistes-léninistes feront de leur avant-garde une arme toujours plus acérée au service du prolétariat révolutionnaire. Le mouvement M.-L. n'a nullement intérêt à marcher en ordre dispersé, cela profite uniquement à la réaction et au révisionnisme. Cela fait hésiter les éléments qui souhaitent rejoindre notre combat. Aussi il est souhaitable que par la discussion, par des actions communes, progressivement, nous travaillions à l'unification sur des bases saines, sur le marxisme-léninisme et contre le révisionnisme. Comme l'a dit Mao Tsé-toung : « Au sein de la classe ouvrière il n'y a pas de contradictions antagoniques », nous ne refuserons pas de discuter avec tous ceux qui souhaitent se placer sur des positions de classe. A propos de l'échec de la nouvelle tactique révisionniste à Rateau, il faut noter que les antiparti de F.R. ont pris la défense des révisionnistes ! Il a été réaffirmé que la seule voie c'est la nécessité de la révolution violente sous la direction de l'avant-garde prolétarienne organisée : le Parti M.-L. A ce sujet, il a été signalé que « différents documents, dont nous avons pu avoir connaissance, nous permettent d'affirmer que l'édification du P.C.M.-L.F. se développe irrésistiblement »... Sur toutes les questions l'accent a été mis sur la dénonciation de la ligne révisionniste, qui a eu le « curieux » soutien des militants de F.R. présents.

En effet la première intervention, une vingtaine de participants se réclamant fort bruyamment du « Parti communiste révolutionnaire » ont montré nettement leur intention : **empêcher les camarades de l'Humanité rouge d'exprimer leur ligne politique**. Pour cela, ils ont utilisé la tactique « beaucoup de bruit pour rien », car leurs cris hargneux, leurs hurlements parfois, leurs injures, leurs tentatives d'interruption ont été tout à fait désapprouvés par la salle, — y compris par les participants qui ne partagent pas toutes les idées de l'Humanité rouge.

Leur tentative a **échoué** : les marxistes-léninistes ont exprimé leur ligne politique à Lyon, vendredi soir. C'est le débat politique avec les militants de Front rouge que nous souhaitons, c'est cet esprit qui a triomphé ; le débat final qui n'a pas eu lieu pour des raisons d'horaire, s'est poursuivi pendant trois quarts d'heure au moins par petits groupes. Nous appelons tous les militants de Front rouge à participer aux prochains meetings de l'Humanité rouge et à engager la discussion avec nous.

Qui a peur de l'unification ?

A la suite de la lettre ouverte de la G.R. (M.-L.) :

« Esprit de secte petit-bourgeois, esprit de parti prolétarien » parue dans « l'H. R. » du 11 avril 1974, nous avons reçu la « visite » de 2 militants de Front rouge.

Dans cette lettre ouverte, la G.R. se réserve le droit de rendre public, au moment venu, certains faits de F.R. ayant cherché à s'immiscer dans le débat interne que mène les militants de la G.R. sur la question du parti.

Ils se croient fidèles au M.C.I. en menaçant de nous liquider si ces faits étaient révélés publiquement.

Ont-ils peur à ce point de la vérité pour en arriver à de telles menaces ?

Nous préférons à de telles méthodes, la méthode « Unité-Critique-Unité », fidèles en cela aux principes du marxisme-léninisme. C'est celle que « l'H. R. » applique pour l'unification au sein de l'avant-garde.

Cette nouvelle ingérence, à l'instigation des dirigeants de F.R., dans le débat de la G.R. (M.-L.) est d'ores et déjà vouée à l'échec et permettra aux militants sincères de cette organisation de prendre conscience de l'impasse vers laquelle les mène leurs dirigeants.

Des militants de la G.R. (M.-L.), lecteurs d' « H. R. ».

Agression révisionniste contre nos camarades

Le 15 mai au matin, des militants de l'Humanité rouge ont été agressés par des révisionnistes à la porte d'une usine d'Aulnay-sous-Bois.

Depuis la venue des camarades sur cette boîte, les révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. avaient toujours eu une attitude très hostile : tentative d'arracher les tracts, insultes de toutes sortes...

Mais cette fois-ci notre ligne politique antiélectoraliste et nos justes mots d'ordre d'abstention, à la veille du deuxième tour, les ont rendus plus hargneux que jamais. Et n'ayant aucun moyen de s'opposer à la diffusion des idées marxistes-léninistes et de la dénonciation du social-fascisme, ils ont recouru à l'agression physique.

Voici les faits : à 6 heures du matin, 2 camarades se postent à une porte de l'usine et une camarade à 1 autre porte, de l'autre côté. Les 2 camarades commencent à diffuser à côté d'un militant du P.S.U. et d'un diffuseur de la C.G.T. (qui appelle bien sûr à voter Mitterrand). A 6 h 10, un responsable C.G.T., révisionniste acharné, arrive en compagnie d'un ponte cravaté et costumé. Ils demandent nos tracts (dénonçant la double hégémonie et le militarisme des sociaux-impérialistes), et les lisent près des camarades qui sentent venir un mauvais coup. Brusquement, le responsable C.G.T. se retourne, arrache les tracts des mains de la militante d'H.R. et la frappe à la nuque, l'envoyant tomber au milieu de la rue. Il s'attaque ensuite à l'autre militant qui résiste, le ponte réviso s'en mêle bien sûr ! Ils veulent que les diffuseurs d'H.R. « foutent le camp, ces salauds ».

Mais les camarades gardent une attitude juste : ils refusent de partir et ramassent les tracts tombés pour continuer la distribution. A nouveau, les révisionnistes frappent violemment. Les 2 camarades dénoncent cette attitude devant les travailleurs présents, révoltés par cette attaque.

Et que peuvent répondre les révisionnistes lorsqu'on leur reproche de s'aplatir devant les gaullistes, ou lorsqu'on se moque de leur drôle de « démocratie pour tous », violente à l'égard des défenseurs de la classe ouvrière ? Ils n'ont rien à répondre, et finalement s'en vont en piétinant les tracts qui sont par terre. Les camarades poursuivent leur diffusion.

A noter l'attitude du diffuseur P.S.U. : il n'a pas bronché ni levé le petit doigt, en bon opportuniste !

Cette agression est encore un exemple de ce que nous réservent les sociaux-fascistes du P.C.F., s'ils sont un jour au pouvoir ils s'attaquent aux marxistes-léninistes, véritables défenseurs de la classe ouvrière, comme on ne s'attaque qu'aux pires ennemis du peuple : aux fascistes, aux nazis ! Eux qui laissent les vermines d'Ordre nouveau parader dans la rue ou tenir des meetings (21 juin 1973), sans aucun scrupule !

Cela montre bien dans quel camp ils sont : dans celui de la bourgeoisie, **contre** celui du prolétariat, dont ils dénoncent en sabotant les luttes. Mais les révisionnistes ne font que soulever des rochers pour se les laisser retomber sur les pieds ! La classe ouvrière et le peuple jugeront dans les faits ce que sont ces prétendus « communistes », alliés des gaullistes et des parvenus bourgeois.

Correspondante « H. R. ».

Demandons à tout camarade ou lecteur de nous envoyer tout document relatif à la résistance de 1940 à 1945 (Photos, affiches, tracts). Tout document officiel ou des partis dans la clandestinité.

Adresser à « H. R. » directement.

Souscription permanente

En supplément à abonnement G.R.	40
P.J.P. soutien à H.R.	10
En supplément à réabonnement C.O.	2
A bas l'électoralisme Vive la lutte des classes	4
C.D.H.R. Yveton (mal)	413
C.D.H.R. Gilles-Tautin M.	30
Oser allez à contre-courant	30
F.G. soutien à H.R.	40
Comité de rédaction de l'H.R. supplément à précédente souscription	108
1 Postier communiste	24
Pour soutenir la campagne antiélectoraliste d'H.R.	1 000
Soutien à H.R. en plus de mon réabonnement C.M.	10
Pour développer la lutte classe contre classe	10
C.D.H.R. Politzer	40
Pour la révolution prolétarienne - 1 appelé du contingent	100
C.D. Stalingrad	21
C.D. Haplot	10
C.D. Monmousseau	20
Supplément à abonnement D.C.	5
C.D.H.R. Stalingrad	6
C.D.H.R. Dallidet	54,50
Celine (une future M.-L.)	10
C.D.H.R. Carret	14
C.D.H.R. N.V.T.	100
A la manif du 1er mai	2,50
1 sympathisant postier contre le révisionnisme	3
C.D.H.R. E.-Varlin	10
1 jeune cheminot	14,90
C.D.H.R. Guy Moquet	15
C.D.H.R. G.-Péri	10
1 cheminot	1
1 postier	6
G.-B. et M.-D. contre le révisionnisme	50
C.D.H.R. J.-P.-Thimbaud	25
C.D.H.R. S.-Staline C	32
L.R. mai 74	40
C.D.H.R. Quemal-Stafa spécial contre l'électoralisme	139
Soutien des travailleurs du S.O.	278
C.D.H.R. Oullanov	140
Soutien à H.R.	1
Fécamp, ni révisionnisme ni gauchisme	30
En supplément à abonnement S.A.	15
Total de la semaine	2 883,90
Total général utilisé pour le remboursement des dettes de « l'H. R. »	447 331,45

Le vendredi 31 mai

à 18 h 30

TOUS
A LA
MANIFESTATION
CONTRE
LA REPRESSION
EN TUNISIE

(le lieu sera précisé ultérieurement)

Femme au foyer... mais aussi force révolutionnaire !

« Le système capitaliste de la sainteté de la propriété privée, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'esclavage économique et spirituel a pesé sur tous, mais surtout, et de la manière la plus barbare, sur les femmes. » (*Enver Hoxha*).

La femme a été décrétée inférieure à l'homme et transformée en « bonne à tout faire » dont la fonction première serait, en système capitaliste, d'être « une mère », c'est-à-dire d'assurer gratuitement *l'entretien des enfants et du mari (ménage, repas, lessive, éducation des enfants, etc.), c'est la fonction sociale principale que lui assigne le capitalisme.*

Pour faire accepter cette condition aux femmes, la bourgeoisie secrète toute une idéologie qu'elle déverse à flot dans la presse féminine, la radio, la télé, etc. Mais quand son intérêt l'exige et que ce frein idéologique ne suffit pas, la classe capitaliste au pouvoir y ajoute des freins économiques et matériels, elle met des bâtons dans les roues aux mères de famille qui décident, envers et contre tout, d'aller travailler.

La solution n'est pas, comme l'ont annoncé certains, de revendiquer un « salaire » pour les femmes au foyer. Une telle solution — à laquelle la bourgeoisie ne semble pas forcément hostile, et pour cause — ne ferait que mieux consacrer les femmes dans leurs fonctions « au foyer » en leur rendant plus « acceptable » le fait d'être ainsi rejettées de la vie sociale, dépendantes économiquement, privées de l'expérience et de la politique des luttes révolutionnaires qui accompagnent le fait de travailler à la production.

La vraie solution pour les femmes au foyer, comme pour celles qui accomplissent leur double journée de travail, c'est de se battre aux côtés des hommes pour hâter l'heure de la révolution prolétarienne qui brisera les chaînes qui emprisonnent leur activité, leur intelligence, leur capacité d'initiative, de lutte et de création, en instaurant le socialisme

Dans les pays socialistes, en effet, en Chine, en Albanie, la collectivité prend en charge les principales tâches domestiques qui pèsent sur les femmes, répartit les autres équitablement sur l'ensemble des membres de la famille ; les femmes sont ainsi libérées pour participer, à l'égal et aux côtés des hommes, à tous les fronts de la lutte révolutionnaire : pour la production, politique et idéologique.

POURQUOI JE SUIS " FEMME AU FOYER "

Je suis mère de deux enfants en bas âge et j'habite dans une cité H.L.M. de banlieue. Mon mari est ouvrier sur un chantier, et moi je suis « femme au foyer ».

Si je suis femme au foyer, ce n'est pas parce que je l'ai choisi mais parce que pour travailler à l'extérieur avec deux jeunes enfants il y a beaucoup trop de difficultés, malgré qu'on nous promette la lune en période électorale !

Il y a d'abord le problème de la garde des enfants quand ils sont en bas âge :

— Pas de crèche à proximité ; il y a une seule crèche pour la localité et il faut retenir deux à trois ans à l'avance pour avoir une place !

— Faute de crèche, il faut trouver une nourrice et pour un ménage d'ouvriers c'est une grosse dépense : 25 F à 30 F par jour et par enfant (sans compter la nourriture) ;

— Si les enfants vont à l'école maternelle et mangent à la cantine : pas de cantine gratuite quand il y a deux salaires et il faut payer 7 F par jour pour deux enfants de frais de cantine (la cantine serait gratuite à condition que la somme des deux salaires ne dépasse pas 1 500 F) !

Je n'ai pas de qualification : le seul travail que je peux trouver c'est vendeuse ou ouvrière avec un salaire de misère.

J'y ai pensé et j'ai fait les comptes: si par exemple j'arrive à gagner 1 200 F par mois, ce qui est encore bien rare, comment m'en sortir pour mon budget :

— Nourrice pour deux enfants : 600 F à 800 F par mois ;

— Frais de transport par mois : en moyenne 80 F par mois puisque j'habite en banlieue ;

— Ma nourriture à midi : dans le meilleur des cas, cantine à 3,50 F = 70 F par mois ;

— En plus, perte de l'allocation de salaire unique : 77,80 F par mois. *Toutes ces dépenses font qu'il me resterait moins de 200 F par mois.*

ET A QUEL PRIX ! course à la montre le matin pour porter l'enfant mal réveillé à la nourrice puis me rendre au travail ; course à la montre le soir pour aller le reprendre avant d'entamer ma « deuxième journée de travail » à la maison : ménage, cuisine, etc.

Si je reste à la maison, c'est donc bien une obligation. Pour m'aider à élever mes enfants, l'Etat bourgeois me donne des miettes : 77,80 F de salaire unique et 117,61 F d'allocations familiales.

Et encore tous les prétextes sont bons pour réduire cette aide au minimum : parce que mon mari a dépassé le plafond en touchant 200 F de plus que l'année précédente, on m'a supprimé les 100 F de majoration que j'avais obtenus l'année dernière et on m'a refusé la nouvelle augmentation de 100 F.

La vie de la femme au foyer n'est pas facile non plus. Il y a les corvées du ménage, toujours les mêmes à recommencer tous les jours, avec les enfants qu'on a parfois du mal à supporter dans des logements trop petits. Il faut se battre avec le budget, les comptes à faire, ce qui devient une obsession ! Enfermée dans mon F 2, je me sens coupée du monde extérieur, même si j'ai des relations avec mes voisines, je ne me sens pas indépendante par le fait que je dépends financièrement de mon mari.

TOUT LE SYSTEME CAPITALISTE VISE A DEVELOPPER LA NATALITE DANS LES FAMILLES OUVRIERES !

Il pousse la femme à avoir ses grossesses rapprochées : si l'intervalle entre le premier et le deuxième enfant dépasse deux ans, la prime de naissance de 1 040 F saute !

Il pousse la femme qui a deux enfants à en avoir un troisième en augmentant les allocations familiales de 250 F (de 110 F à 360 F).

En plus, l'Etat capitaliste fait tout pour empêcher la femme d'avoir *le nombre d'enfants qu'elle veut quand elle les veut* : par exemple la pilule, on en parle pas à la radio et à la télévision ou alors c'est des mensonges pour faire peur aux femmes ; elle n'est pas remboursée par la Sécurité sociale et bien souvent le médecin fait revenir la femme tous les trois mois pour empocher une consultation (en réalité une simple ordonnance). La loi de 1920 punit d'amende et de prison les femmes qui veulent avorter.

C'est tout cela qu'il faut dénoncer et contre quoi il faut lutter.

Une sympathisante H.R.

CHINE : L'HISTOIRE DE LA " BRU IMBÉCILE "

En Chine et en Albanie socialiste, la femme n'est plus la mère de... la fille de... la femme de... C'est en participant activement aux côtés des hommes à la lutte de libération nationale et à la lutte pour la révolution socialiste que la femme chinoise et albanaise a conquis son émancipation. Et pourtant elle revient de loin !

Dans l'ancienne société, les femmes n'étaient pas seulement opprimées par les propriétaires fonciers et les bureaucrates, mais encore soumises au joug de la morale féodale qui exigeait, entre autres, le « respect de la femme envers l'homme ». Le mariage était décidé par les parents, et la femme devait obéissance à son mari. Dans le Hopei du Sud, les femmes ne travaillaient généralement pas dans les champs, de peur d'être aperçues par les hommes. Si elles avaient à dépenser quoi que ce soit, elles devaient tendre la main à leur mari ou à leur belle mère. Les jeunes femmes n'avaient aucune place dans la famille...

Citons par exemple le cas de la famille de Wang Eul, du village de Siaowang, district de Kiulou. La femme de Wang Eul était entrée dans la famille à l'âge de douze ans comme enfant-fiancée. Son mari, de dix-sept ans plus âgé qu'elle, ainsi que sa belle-mère, la maltraitaient. Wang Eul était un pauvre fermier, et après une mauvaise récolte, elle devait aller travailler chez le propriétaire foncier pour rembourser les dettes. Ecrasée par les travaux harassants et les chagrins domestiques, elle n'ouvrait jamais la bouche de la journée. Dans le village on la surnommait la « bru imbécile ».

En Chine les femmes participent activement à l'édification socialiste.

Après un long travail d'explication mené par le parti, la jeune femme s'engage petit à petit dans la lutte de libération nationale.

« La femme de Wang Eul était particulièrement active dans le travail de soutien au front. Elle tissait vite et bien, elle confectionnait deux fois plus de souliers que les autres, ce qui lui valut d'être élue présidente de l'association des femmes pour le salut national. »

Grâce à son ingéniosité et à son dévouement à la cause révolutionnaire, la présidente permit l'arrestation de plusieurs espions.

« Voilà une bru imbécile qui est devenue une présidente capable » disaient les villageois à son éloge.

Aujourd'hui, en Chine comme en Albanie, la femme participe à part entière à l'édification de la société socialiste. Et cette place de premier plan, la femme l'a conquise en participant à la lutte de libération nationale :

« Les hommes partis pour le front, les femmes devinrent la force principale de la production agricole et les occupations subsidiaires. Elles faisaient tout pour ravitailler l'armée en articles nécessaires. Les femmes du Hopei du Sud tissèrent à la main, en un mois et demi, huit cent mille pièces de toile qu'elles livrèrent à l'armée avant le délai fixé. Elles soignaient les blessés, comblaient les tranchées et démolissaient les blockaus laissés par l'ennemi. Dans la production pour le soutien du front, les femmes avaient si bien déployé leur talent que ceux qui la considéraient comme " capables seulement de s'occuper du ménage " furent obligés d'admettre qu'elles représentaient UNE FORCE IMPORTANTE, INDISPENSABLE, A CHAQUE PERIODE DE LA REVOLUTION. »

Soutien à la lutte du peuple brésilien !

A l'heure où nous nous préparons à manifester publiquement notre solidarité militante aux luttes du peuple brésilien, ceux qui en représentent la forme la plus avancée, les partisans de l'Araguaia, continuent à résister héroïquement à la troisième campagne d'encerclement engagée contre eux par les forces militaires du régime des généraux fascistes.

L'ampleur des forces de répression engagées manifeste la volonté de la dictature d'en finir avec les forces partisanes de l'Araguaïa dont le combat exemplaire commence à être connu et, bientôt, imité. Mais c'est en vain qu'elle s'acharne. Les combattants héroïques qui ont fait le sacrifice de leur vie à la cause de la liberté, de l'indépendance et du progrès du Brésil renaîtront à travers les dizaines, les centaines, les milliers de patriotes et de démocrates qui prendront à leur tour le chemin de la lutte de libération.

C'est le sens du message que le Parti communiste du Brésil vient d'adresser aux partisans de l'Araguaïa et aux masses opprimées de la région qui les soutiennent, et que nousreproduisons intégralement ci-dessous.

AUX VALEUREUX PARTISANS DE L'ARAGUAIA, AUX COURAGEUX HABITANTS OPPRIMÉS DE LA VASTE RÉGION SUD DU PARA

(Message du Parti Communiste du Brésil)

Quelques-uns des Passeiros de Santa Helena qui ont affronté en 1970 les forces de répression.

A l'occasion du deuxième anniversaire de l'héroïque résistance armée qui a commencé le 12 avril 1972, recevez nos fraternelles et enthousiastes salutations combatives. Vous êtes en train de réaliser un acte héroïque d'une signification capitale pour les destinées du Brésil. Les grands sacrifices, le sang versé et les vies sacrifiées en faveur de la liberté et de la justice pour le peuple brésilien resteront pour toujours dans la mémoire et dans le cœur de tous les patriotes.

Ce sont deux années d'une lutte inégale mais nécessaire et glorieuse. La dictature militaire n'épargne aucun effort ni aucun moyen pour écraser par le fer et par le feu le courageux noyau de la rébellion. Elle emploie les moyens les plus cruels pour venir à bout de l'indomptable esprit de lutte des habitants et massacrer ceux qui ont osé prendre les armes. Dès le premier instant, les troupes de la dictature ont assailli furieusement les paysans qui travaillaient sans aucune résistance sur des terres convoitées depuis longtemps par les possédants nationaux et étrangers. Les victimes de l'arbitraire des généraux ont été nombreuses. Cependant, comme preuve évidente du fait que les crimes des militaires fascistes aboutissent au contraire de ce qu'ils espèrent, des groupes et des détachements partisans et l'Union pour la liberté et les droits du peuple sont apparus. Ce fut un événement inédit, une grande victoire de la résistance armée. Plus la dictature essaie de cacher ces faits, et de répandre des calomnies à l'encontre des combattants, plus leur cause reçoit sympathie et appui. Mise en déroute après sa première offensive, la réaction a préparé la deuxième, avec un effectif de presque dix mille hommes. De nouveau ce fut une défaite, mais cete fois-ci, encore plus grande.

Connaissant ainsi mieux leurs ennemis, surtout le caractère lâche, terroriste, corrompu et aussi démagogique de l'armée de terre et de toutes les forces armées, les partisans et la population locale se sont préparés pour de nouvelles luttes et sacrifices, avec un esprit nouveau et une grande conscience de leurs problèmes et responsabilités. De cette façon, vous avez attendu l'inévitable troisième attaque des généraux fascistes. En effet, dès le 7 octobre de l'année dernière, jusqu'à récemment, a eu lieu la plus longue et la plus féroce opération militaire jamais réalisée. Des milliers de soldats et de troupes spécialisées, ont ratissé la région pour tuer les partisans et éliminer toute opposition dans l'Araguaia. Des atrocités sont commises contre des habitants des villages, des villes et de tous les alentours. Presque personne n'échappe aux tortures et aux humiliations.

La répression prend les formes les plus sauvages. Pour atteindre son objectif d'encercler et anéantir les forces partisanes, et détruire l'indomptable détermination de lutte du peuple, le régime des généraux est prêt à tout. Il est sûr que tant qu'il y aura des partisans dans la région, même s'ils sont peu nombreux, les pauvres gens auront du courage et de l'espoir, ils ne se plieront pas au joug des « grileiros», des nervis et des possédants. La dictature sait bien si elle n'arrache pas le sentiment de liberté du cœur des paysans pauvres, si elle n'écrase pas tous les hommes décidés, la lutte se poursuivra et s'amplifiera, et chaque fois plus de gens des hameaux, des villages et des villes deviendront des combattants. En résumé, elle a peur que la cause des partisans triomphe, parce qu'elle est la cause du peuple, celle de toute la nation pauvre, spoliée et opprimée.

Garrastazu Medici n'a pas voulu achever son sinistre mandat sans déclencher une dernière vague de terreur pour anéantir la résistance armée du sud de Para. Mais il n'y a pas réussi, parce que la lutte partisane représente les aspirations les plus profondes du peuple. Il a quitté le gouvernement comme le bourreau le plus haï et le plus féroce que le Brésil ait jamais produit. Les combattants de l'Araguaia ont prouvé qu'ils ne se laisseront pas anéantir. Aucun coup aussi fort soit-il n'abattra sa volonté de fer.

Face à une si féroce offensive les forces partisanes doivent préserver leurs rangs. Elles ne défendent pas à tout prix des positions fixes. Elles appliquent la tactique du retrait organisé des régions où se trouve l'ennemi. Elles se dispersent en petits groupes pour faciliter leurs déplacements et ne pas laisser de traces. Elles redoublent de vigilance et font tout pour empêcher que les ennemis les localisent. Si nécessaire, elles abandonnent les endroits où elles opéraient auparavant, y compris les petites plantations, les grottes et les endroits utilisés comme refuges. Dans ces circonstances, le déplacement devient un avantage.

Il ne fait aucun doute que les partisans de l'Araguaia ont ces conditions pour résister et possèdent un grand champ de manœuvre. Avec l'expérience acquise, elles peuvent se mettre rapidement hors de la portée de l'ennemi, paraître et disparaître en différents points de la région et améliorer constamment leurs capacités militaires et de combat.

Les communistes expriment leur confiance que les forces partisanes de l'Araguaia, avec la solidarité active des braves habitants de la région, trouveront les formes pour s'opposer à toutes les attaques sauvages de la dictature fasciste, elles suivront et développeront leurs rangs et leurs liaisons avec les masses pour qu'elles deviennent de fermes points d'appui et de courageux combattants de la cause du peuple. L'héroïque résistance armée de l'Araguaia représente les premiers pas d'une rude et longue marche qui bouleversera toute la nation brésilienne jusqu'aux coins les plus reculés du pays. D'autres contingents les rejoindront et suivront l'exemple des partisans de l'Araguaia. Le sentiment d'opposition au régime des généraux n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui. La grande majorité du peuple n'attend rien de bon du nouveau dictateur Geisel. Au contraire, la situation devient pire et encore plus de souffrances retomberont sur le dos des travailleurs. Donc tout le monde se rendra compte que l'unique chemin est de rejetter les illusions et de résister, unis et organisés, jusqu'au renversement de la dictature militaire et la conquête de la liberté et de l'indépendance de la patrie. A partir du moment où les guerillas et les luttes correspondent aux besoins des masses, elles sont invincibles.

« Grève contre le blocage des salaires. »

Le Parti communiste du Brésil ne cessera pas de lutter pour une unité plus ample des forces patriotiques et démocratiques, pour sauver le pays de la tyrannie et garantir au peuple sont droit à décider de son propre destin. Il continuera à appuyer sans crainte ni hésitation qui désire une vie de justice et de bien-être. Il luttera avec conséquence pour que soit déployé dans tous les coins du pays le drapeau de la lutte armée, unique chemin pour gagner la liberté, le progrès et l'indépendance nationale.

VIVE LES FORCES PARTISANES ET LES HABITANTS DU SUD DU PARA !

VIVE L'UNION POUR LA LIBERTE ET LES DROITS DU PEUPLE !

A BAS LA DICTATURE FASCISTE !

Rio de Janeiro. Avril 1974.
Le Comité central du Parti communiste du Brésil

« Pêche » de crabes : les travailleurs toute la journée dans la boue pour un salaire misérable.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.